



PRÈS DE 30 ANS DE SERVICE SANS TITULARISATION

Le calvaire des contractuels de l'université de Béjaïa

P.16



NOTE CONFIDENTIELLE DE L'OTAN SUR LES PRESSIONS « ÉVENTUELLES » D'ALGER SUR L'EUROPE

Les USA et l'OTAN veulent absolument entraîner l'Afrique dans leur guerre contre la Russie

P.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 21 JUIN 2022 // N°330 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

CORRUPTION,
DILAPIDATION DE
L'ARGENT PUBLIC,
ABUS D'AUTORITÉ

Basta !

P.3

Abdelmadjid Tebboune,
à l'occasion de l'installation du
Conseil supérieur de la jeunesse :
« La loi sera appliquée contre
ceux qui s'avisent de toucher
à l'argent public »



LE SAHARA OCCIDENTAL
ET L'ALGÉRIE EN FILIGRANE

**La défaite
de Sanchez,
troisième revers
pour le chef du
gouvernement
espagnol**

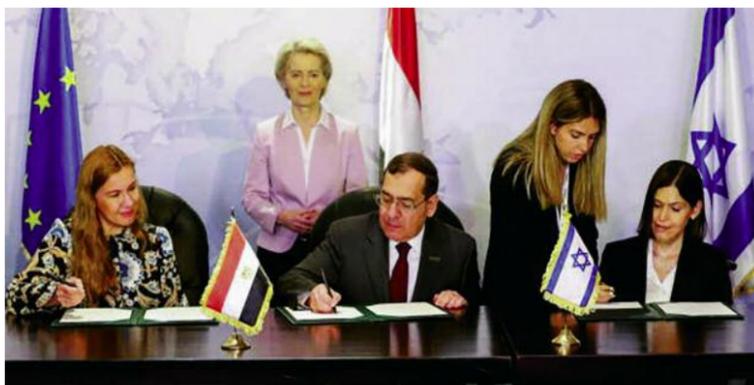
P.2



LE « WARNING NOTE » DE L'OTAN PROUVE
QUE MOSCOU ET ALGER DEMEURENT
INCONTOURNABLES

**La grande supercherie
médiatique du gaz
israélien vers l'Europe**

P.3



**Abou El Gheit
en Algérie
en prévision
du Sommet
arabe**

P.2



INDICE MONDIAL DE LA PAIX

**L'Algérie monte
dans le classement**

P.4

L'INFLATION S'INSTALLE DANS LES PRODUITS
DU QUOTIDIEN

**Le pouvoir d'achat,
dossier prioritaire
du gouvernement**

P.4



LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE INSTALLÉ OFFICIELLEMENT

Le Président de la République, Abdelmajid Tebboune a procédé hier, au Palais de la nation, à l'installation officielle du Conseil supérieur de la jeunesse et les membres du Conseil. L'installation officielle du Conseil supérieur

de la jeunesse vient concrétiser l'un des 54 engagements du Président Tebboune, qui a veillé personnellement à leur mise en œuvre dans les meilleurs délais au titre des priorités de réforme politique, économique et sociale.



ADOPTION DE LA LANGUE ANGLAISE À PARTIR DU CYCLE PRIMAIRE

Lors de la dernière réunion du Conseil des ministres au cours, il a ordonné d'adopter la langue anglaise à partir du cycle primaire, "après une étude approfondie

menée par des experts et des spécialistes". Le Président Tebboune a mis l'accent sur "la nécessité de réviser les programmes éducatifs en se référant à l'esprit pédago-

gique, qui a permis la formation, depuis l'indépendance, d'une élite dans diverses spécialités, et d'interdire la révision des programmes éducatifs durant l'année scolaire".

BELANI CATÉGORIQUE :

LE FORUM D'AFFAIRES MAROC-ESPAGNE À DAKHLA VA RENDRE LA SITUATION ENCORE PIRE

Amar Belani, Envoyé personnel chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb arabe, a critiqué la tenue du forum d'affaires Maroc-Espagne dans la ville sahraouie occupée de Dakhla. "Organiser le forum d'affaires Espagne-Maroc dans la ville sahraouie occupée de Dakhla va rendre

la situation encore pire avec l'Espagne", a soutenu Amar Belani. Les autorités marocaines ont indiqué, dans un communiqué, que le forum se tiendra les 21 et 22 juin en cours dans le but de consolider les relations économiques entre Rabat et Madrid.

LE PROCÈS DE L'EX-P-DG DE L'AÉROPORT D'ALGER REPORTÉ

Le pôle pénal économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed a reporté, hier, le procès de l'ex-P-DG de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Tahar Allache, au 27 juin prochain, à la demande de sa défense. Tahar Allache et douze (12) autres accusés dont de hauts responsables et cadres sont poursuivis dans une affaire liée à la corruption.

Mohamed Layache Akacem a été installé par le ministre des Transports, samedi 18 juin 2022, à la tête de

la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA). Il succède ainsi à Tahar Allache, démis de ses fonctions

le 31 mai dernier, et dont les biens et avoirs ont été gelés sur ordre du juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed.

LA RUSSIE DEVIENT LE PREMIER FOURNISSEUR DE PÉTROLE DE LA CHINE

Alors que les pays de l'Union européenne tentent de se passer de l'or noir russe depuis le début de la guerre en Ukraine, la Chine a au contraire augmenté ses importations de pétrole brut provenant de Russie de 55% en mai par rapport à l'an passé. Un bond qui s'explique par la chute des prix du

pétrole russe en raison des sanctions visant Moscou. Les raffineurs chinois en ont profité pour augmenter leurs approvisionnements en important 8,42 millions de tonnes, soit environ 1,98 million de barils par jour, selon les données de l'Administration générale des douanes chinoises

cités par Reuters. Des chiffres records qui font désormais de la Russie le premier fournisseur de pétrole de la Chine, devant l'Arabie Saoudite, reléguée au deuxième rang avec 7,82 millions de tonnes importées (+9% sur un an) en mai, soit 1,84 million de barils par jour, selon BFMTV.

LE SAHARA OCCIDENTAL ET L'ALGÉRIE EN FILIGRANE LA DÉFAITE DE SANCHEZ, TROISIÈME REVERS CONSÉCUTIF

En Espagne, la droite obtient la majorité absolue au Parlement andalou, la gauche de Pedro Sanchez lourdement défaite Le Parti populaire remporte 58 sièges sur 109, contre 30 pour le Parti socialiste. Le parti d'extrême-droite de Vox progresse peu, avec 14 élus. Le Sahara occidental et l'Algérie ont-ils joué dans la défaite de Sanchez ? Le tollé général soulevé par le revirement de Pedro Sanchez au sujet du Sahara occidental et



son autre brusque revirement dans les accords d'amitié avec l'Algérie ont

été lourdement ressentis dans toute l'Espagne (lire en pages centrales 8 et 9).

ABOU EL GHEIT EN ALGÉRIE EN PRÉVISION DU SOMMET ARABE

Le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes effectuée depuis hier, une visite de deux jours en Algérie à l'invitation du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra. Cette visite s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la tenue du Sommet arabe en Algérie début novembre prochain.

Ahmed Abou El Gheit est donc à Alger à la tête d'une délégation du secrétariat général de la Ligue arabe, a indiqué la Ligue des Etats arabes dans un communiqué. L'hôte de l'Algérie aura également des



entretiens avec le chef de la diplomatie algérienne autour des questions arabes inscrites dans l'ordre du jour du

prochain sommet ainsi que des questions ayant trait aux préparatifs pour la tenue de cet événement.

« LE POINT » CONTINUE SON TRAVAIL DE SAPE

LA RECONSTRUCTION DU MALI INQUIÈTE LA FRANCE

« Djihadisme, mercenaires russes, désintégration des États : ce qui mine le Sahel menace plus que jamais les pays d'Afrique

du Nord. A partir du Sahel, tous les clignotants sont au rouge pour les pays du Maghreb, sur le plan sécuritaire et de celui de la

lutte contre le terrorisme djihadiste ». Ainsi commence Benoit Delmas, un journaliste du « Point », son article sur le Mali, même s'il parle du Sahel. Depuis la révocation de la France par Bamako, pas un jour ne passe sans que la presse française ne pointe le curseur sur l'anarchie qui règne au Sahel depuis le départ de Barkhane. Toute la presse de l'Hexagone y va de son effort, mais le travail de fond mené par « Le Point » dépasse toutes les limites et renseigne sur un effort rédactionnel concerté et méthodique.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



LE « WARNING NOTE » DE L'OTAN PROUVE QUE MOSCOU ET ALGER DEMEURENT INCONTOURNABLES

La grande supercherie médiatique du gaz israélien vers l'Europe

L'UE, Israël et l'Égypte ont signé il y a quatre jours, un protocole d'accord pour permettre à l'UE d'importer du gaz naturel israélien. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, Bruxelles veut rompre avec sa dépendance aux énergies fossiles russes et cherche à renforcer ses partenariats avec d'autres pays, notamment au Moyen-Orient.

L'information a été traitée avec surabondance par les médias mainstream occidentaux et diffusés à l'échelle planétaire en moins de 24 heures, ce qui indique, pour l'observateur averti, qu'un effort de concertation avait été établi au sommet des échelles informationnelles occidentales, qui, rappelons-le, travaillent en pools, depuis le début de la guerre en Ukraine. Cette information intervient dans le sillage des besoins urgents de l'Europe de diversifier ses approvisionnements énergétiques après la décision de la Russie de couper ses livraisons de gaz à des pays européens. Toutefois, l'information sur la signature d'un « protocole d'accord concernant l'acheminement de gaz naturel d'Israël vers l'Égypte », où le gaz sera liquéfié avant d'être expédié en Europe, fait l'impasse sur plusieurs points d'ordre et techniques d'importance. L'article omet de mentionner un élément essentiel : il s'agit d'un accord tripartite qui inclut également Israël, et qui concerne du gaz en



provenance d'Israël. Le journal israélien « The Times of Israël », qui parle d'un « accord historique », rend mieux compte de la réalité en titrant qu'« Israël exportera du gaz naturel en Europe, via l'Égypte ». En fait, Israël a deux champs gaziers en exploitation au large de ses côtes méditerranéennes, avec des réserves estimées à 690 milliards de mètres cubes, et un

troisième champ qu'il prévoit également d'exploiter, dit le « Financial Times ». Mais rien n'est fin prêt pour commencer les livraisons. Il y a également à évoquer que les explorations gazières israéliennes concernent toutefois également une zone à cheval sur la frontière maritime contestée avec le Liban, comme le rappelle la chaîne qatarie Al-Jazeera. Ce litige

frontalier israélo-libanais fait d'ailleurs actuellement l'objet d'une médiation américaine, l'émissaire des États-Unis Amos Hochstein étant actuellement dans la région, indique le quotidien libanais « L'Orient-Le Jour ». Il y a aussi à savoir qu'Israël ne possède pas de pipeline reliant les gisements gaziers offshore à l'Europe. Depuis 2020 et la signature d'un retentissant accord de 15 milliards de dollars avec l'Égypte, Israël achemine son gaz chez son voisin, qui en garde une partie pour son propre usage. Il y a enfin, l'exigence palestinienne à l'accès à ses propres ressources énergétiques qu'Israël est en train de lui voler avec le consentement de la communauté internationale. Il y a quatre jours, la Palestine a exigé qu'on lui laisse toute liberté d'exploiter ses ressources énergétiques naturelles, à commencer par le développement du champ gazier Gaza Marine, au large de la Méditerranée. **O.F.**

CORRUPTION, DILAPIDATION DE L'ARGENT PUBLIC, ABUS D'AUTORITÉ

Basta !

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a déclaré hier, lors de la cérémonie d'installation du Conseil supérieur de la Jeunesse, qu'il n'y a pas de place pour l'argent sale dans la nouvelle Algérie. Il a affirmé de même sa détermination à combattre ces mentalités et à réaliser les aspirations des Algériennes et des Algériens. Lors de sa supervision de l'installation du Conseil supérieur de la jeunesse, le Président de la République a déclaré : « Depuis plus de deux ans, nous sommes confrontés à une réalité qui dicte

souvent une révision radicale des méthodes d'exécution et de rompre avec les pratiques qui ont aliéné le citoyen de tout ce qui symbolise l'État ou l'autorité ». Le Président Tebboune a ajouté : « Aujourd'hui, nous avançons avec détermination et fermeté vers la construction d'une nouvelle Algérie avec toutes ses filles et ses fils. Nous n'hésiterons jamais à combattre ces mentalités et à réaliser les aspirations des Algériennes et des Algériens. Nous nous dirigeons vers une Algérie où la transparence prévaut, où il n'y a pas de place pour l'argent de la corruption. Une Algérie où la loi dissuade quiconque s'incite, et à quelque titre que ce soit, à toucher à l'argent public, et coupe le chemin à l'abus d'autorité, en inculquant à tous le principe d'honnêteté et de droiture ».



Par Ferdinand DITENGOU MBOUMI
Journaliste gabonais, spécialiste des questions de coopération russo-africaine. Directeur de publication de Mir Magazine

Décidément, l'Ouest serait-il devenu fou ! Rongé par une espèce de schizophrénie, toutes les nations qui ne condamnent pas la Fédération de Russie et qui adoptent une position de neutralité face aux événements actuels autour de l'Ukraine, sont considérées comme des potentiels ennemis et représentent une menace pour l'OTAN et les USA. Une Organisation du Traité de l'Atlantique Nord qui affiche désormais et ouvertement son arrogance et son caractère

NOTE CONFIDENTIELLE DE L'OTAN SUR LES PRESSIONS «ÉVENTUELLES» D'ALGER SUR L'EUROPE

Les USA et l'OTAN veulent absolument entraîner l'Afrique dans leur guerre contre la Russie

impérialiste et belliqueux, son antipathie à l'égard de la Russie et de son leader. C'est justement le cas de l'Algérie et bien d'autres pays africains qui font de la résistance – la rébellion face à l'ordre établi. Des pays qui se sont abstenus, le 2 mars dernier lors du vote aux Nations unies exigeant que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine. Mais également leur opposition ferme lors du vote, le 7 avril 2022 à l'ONU, suspendant la Russie du Conseil des droits de l'homme, sans oublier que l'Algérie est un allié historique de la Russie en Afrique. Des preuves suffisamment évocatrices pour pointer du doigt et mettre l'Algérie dans la liste noire des pays qu'il faut sévèrement punir au moment où les otaniens européens font des

pièdes et des mains pour les ressources énergétiques algériennes. C'est dans cet esprit de haine viscérale contre la Russie que le Congrès américain a initié et adopté dans la foulée de la crise russo-ukrainienne, une loi pour surveiller et sanctionner les gouvernements africains, les institutions africaines, les personnalités physiques et morales – civiles ou militaires – du continent qui collaborent étroitement avec Moscou et qui contribuent à asseoir l'influence de la Russie en Afrique. Une loi qui vise à imposer aux pays africains la vision américaine de la politique étrangère – une nuisance clairement affichée par les étatsuniens qui se sont déclarés messagers de Dieu sur terre et leurs auxiliaires européens à la souveraineté africaine. Bis repétita, c'est

comme du déjà-vu. L'Afrique dans sa globalité redevient à nouveau un terrain de confrontation entre la Russie et les puissances occidentales, notamment avec les États-Unis. Les USA et l'OTAN qui règlent leurs comptes avec la Russie veulent absolument entraîner l'Afrique dans cette folie meurtrière dont les effets se font déjà sentir à travers le monde. Pourquoi vos ennemis devraient être également nos ennemis, avait déclaré en son temps l'ancien président sud-africain, Nelson Mandela. Aussi, me semble-t-il, la plupart des leaders occidentaux tentent par tous les moyens de noyer leurs propres difficultés internes, leurs échecs de gestion de la chose publique en profitant de la crise russo-ukrainienne pour mieux rebondir et se refaire une nouvelle virginité politique.

L'édito

Par Zahir Mehdaoui



LES CHEMINS DE LA FÉLONIE

Les aveux livrés par le détenu Mohamed Azzouz Benhalima, diffusés dimanche soir par la télévision algérienne sous le titre « Chemin de la félonie...détails de la conspiration », lèvent un peu le voile sur le recrutement et l'exploitation des jeunes Algériens par les entités terroristes et quelques félons notoires qui mènent depuis l'étranger avec un acharnement jamais égalé des campagnes hostiles visant la sécurité et la stabilité du pays.

Se faisant passer pour des opposants, ces félons et ces traîtres bardés de passeports étrangers, émargeant le plus souvent auprès des services marocains, israéliens et autres, incitent notamment les jeunes à travers les médias sociaux et autres canaux de communication numériques, à la rébellion, au complot et à la conspiration contre l'unité et l'intégrité du pays. Pour donner crédit à leurs propagandes, ces réseaux de félonie privilégient le recrutement d'anciens militaires et d'anciens policiers qu'ils formatent et qu'ils utilisent par la suite jusqu'à l'usure. Naïfs et malléables à merci, plusieurs jeunes, à l'exemple de Benhalima et même des adultes, se laissent facilement embobiner par ces entrepreneurs de la trahison dont le seul objectif est celui de semer le désordre et la ruine en Algérie. Lutter contre l'injustice, l'abus de droit, la corruption, l'inégalité est louable mais cela n'autorise nullement à lutter, comme le font ces félons, contre l'Algérie. Ces Algériens tapis à l'étranger ayant choisi les chemins de la félonie ressemblent à ces serpents qui se mordent la queue. Jurant de tous leurs faux dieux qu'ils ne veulent par leurs manœuvres que le bien du pays, ces félons ne font en réalité que suivre des plans concoctés par des puissances étrangères pour affaiblir l'immunité, la solidité et la stabilité du pays. Combien sont-ils les jeunes qui croupissent actuellement en prison à cause de ces félons qui tirent profit des malheurs des autres ?

Le cas de Mohamed Azzouz Benhalima n'est qu'un exemple parmi d'autres. Mais, il dévoile, à lui seul, la capacité qu'ont les entités terroristes et les félons à exercer un pouvoir psychologique sur la jeunesse. Devant les dangers que suscite ce phénomène de manipulation à distance de la jeunesse, il incombe à l'Etat de prendre toutes les mesures voulues pour y faire face. S'il est recommandé d'œuvrer à la rénovation de la gouvernance et à la consolidation des valeurs de liberté, de démocratie, d'égalité, d'Etat de droit et de respect des droits de l'homme, il est doublement recommandé de ne tolérer aucune atteinte à la sécurité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Algérie. L'intransigeance et la fermeté face à toutes entreprises tendant à nuire au pays doivent être immuables.

Z. M.

L'INFLATION S'INSTALLE DANS LES PRODUITS DU QUOTIDIEN

Le pouvoir d'achat, dossier prioritaire du gouvernement

Des experts font observer que prendre aujourd'hui des mesures afin de soutenir le pouvoir d'achat peut être considéré comme un luxe ou comme un point sur lequel le gouvernement ne pouvait pas agir.

Par Youcef Salami

Intervenant à l'occasion de la réunion du Conseil des ministres, tenue dimanche dernier, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a noté que le projet de loi de finances complémentaire 2022 (PLFC 2022), tel qu'il a été élaboré par le gouvernement, n'est pas acceptable. Aussi, le chef de l'Etat lui a demandé de le revoir avant qu'il ne soit présenté à la prochaine réunion du Conseil des ministres, en y apportant une dose de « réalisme » et de « rationalité ». Abdelmadjid Tebboune a précisé, en langage clair, la démarche à suivre pour le faire, en soulignant : « Revoir la teneur de la loi, suivant une vision réaliste et rationnelle, qui préserve l'équilibre macrofinancier de l'Etat, tienne compte de l'importance de pallier le manque de ressources sur la base des effets de la loi de finances 2022 et prévoie un allègement des charges inhérentes aux mesures prises par le gouvernement ». La démarche sociale du Président de la République ne s'arrête pas là, Tebboune ordonnant au gouvernement de faire en sorte que le PLFC 2022 ne comporte pas de « nouveaux impôts », et



qu'il « ne touche » d'aucune façon la « structure » des prix appliqués actuellement, l'objectif étant de « préserver » le pouvoir d'achat et les « acquis » sociaux décidés par l'Etat au profit des citoyens. Des observateurs jugent encourageantes les décisions ainsi prises par le Conseil des ministres en faveur du pouvoir d'achat, mesures dont le chef de l'Etat n'a cessé de se faire l'avocat. Abdelmadjid Tebboune a souligné le fait que les citoyens à faibles et moyens revenus ne doivent pas être la catégorie la plus soumise aux impôts. Le gouvernement a pris note des orientations formulées par le Président de la République. Il se don-

nera quelques semaines pour remettre la version définitive de la loi rectificative 2022, avec en toile de fond, l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Il le fera dans un contexte de crise financière où les ressources manquent et où le pouvoir d'achat pour des milliers de travailleurs et leurs familles continuera à décroître, car les prix de plusieurs produits de base clés demeurent bien au-delà des niveaux acceptables. De fait, la question du pouvoir d'achat des Algériens devient chaque jour plus brûlante et urgente pour l'Exécutif. Il est vrai que le gouvernement avait pris une série de mesures pour protéger le portefeuille

des Algériens. Mais cela semble insuffisant. Dans les semaines à venir, l'Exécutif doit répondre à l'urgence et les nouvelles mesures de soutien au pouvoir d'achat seront en haut de la pile du Premier ministre. Il s'y attellera dans une conjoncture économique difficile et un contexte budgétaire aujourd'hui tendu. Il s'agit inévitablement d'un exercice complexe. Des experts font toutefois observer que prendre aujourd'hui des mesures afin de soutenir le pouvoir d'achat peut être considéré comme un luxe ou comme un point sur lequel le gouvernement ne pouvait pas agir.

Y. S.

LE CONTINENT CONNAÎT UNE CROISSANCE DE 5 À 9 %

L'Afrique et les défis actuels

Depuis une dizaine d'années, l'Afrique connaît des taux de croissance compris entre 5 et 9 %, mais sans grand effet sur la réduction de la pauvreté, qui, selon diverses statistiques, touche principalement les jeunes et les femmes. Sachant que l'un des effets attendus de cette croissance est la création d'emplois, on peut parler dans ce cas de croissance sans emploi II.

Alors que la population jeune (15-29 ans) a augmenté de 23% entre 2005 et 2015 en Afrique, le nombre d'emplois non agricoles n'a pas augmenté de plus de 5,6%, selon l'OIT III. L'impact direct de cette situation est que les jeunes sont très dépendants des

adultes actifs. La crise sanitaire du COVID-19 et son impact sur la contraction de la croissance en 2020 à 2 % selon la Banque mondiale, aggravent encore la situation en matière d'accès à l'emploi.

D'autre part, les discours politiques et la rhétorique générale invitent les jeunes à être plus créatifs et innovants afin de lutter contre le chômage sont rarement accompagnés d'initiatives publiques, ce qui fait que les jeunes sont contraints de rester éternellement jeunes IV, avec pour conséquence le retard de l'adulte à fonder une famille, à avoir un premier emploi décent, à avoir une maison, etc. Cela les place à l'avant-garde de la

lutte politique et sociale pour un ordre politique plus démocratique et plus juste. Cette impatience constitue précisément un défi politique majeur qui, s'il n'est pas résolu, pourrait conduire à des manifestations violentes et autres révoltes arabes (en l'occurrence en Afrique subsaharienne) en raison de la crise de confiance des jeunes à l'égard de la puissance publique. Les mouvements sortants au Burkina Faso, comme "Le Balai citoyen", un mouvement de jeunesse de la société civile qui a été un acteur important de la chute du régime de Blaise Compaoré en 2014, et le mouvement "Filimbi" en RDC sont des

exemples de rébellion et de lutte politique en Afrique subsaharienne. Désormais, les jeunes ont pris conscience du numérique comme outil de lutte politique et ils savent utiliser les plateformes Facebook, Instagram, WhatsApp, etc. comme moyen d'appel et de diffusion d'informations politiques et d'appels à la mobilisation sociale. Ce sont des instruments qui sont très efficaces dans leurs mains. Mais, quelles voies choisissent ces jeunes Africains pour échapper à l'état de fragilité dans lequel ils se trouvent ? L'emploi salarié représente entre 10 et 15 % de l'emploi total en Afrique subsaharienne, mais ces pourcentages

tombent à 7 % lorsque l'on parle des jeunes. Face à l'absence de réponse de nombre de leurs gouvernements, ces jeunes optent pour des voies différentes... L'un d'entre eux est le secteur informel, qui, dans un environnement urbain, fournit des emplois et des revenus aux jeunes. L'OIT révèle qu'un pourcentage élevé de jeunes peu qualifiés entrent relativement tôt sur le marché du travail. Ils ont tendance à se diriger vers l'économie informelle et à y rester, contrairement à ceux qui y entrent à un âge légèrement plus avancé, avec un meilleur niveau d'éducation.

R. E.

APN : TROIS PROJETS DE LOI SOUMIS À DÉBATS PARLEMENTAIRES

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra aujourd'hui ses travaux en séance plénière consacrée au vote de trois projets de loi. Selon un communiqué diffusé par l'APN, il s'agit du texte de loi complétant la loi n° 90-11 du 21 avril 1990, relative aux relations de travail, d'un projet de loi définissant les règles générales applicables aux zones franches, ainsi que du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 07-06 du 13 mai 2007, relative à la gestion, la protection et l'aménagement des espaces verts.

R. E.

SELON L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE (AIE) Près de 600 millions de personnes en Afrique sans électricité

Près de 600 millions de personnes vivent sans électricité en Afrique, avec un recul de l'accès à l'énergie enregistré depuis la pandémie de Covid, a relevé hier l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Depuis 2021, l'Afrique compte 25 millions de personnes de plus sans courant. « Environ 4% d'Africains de plus vivent aujourd'hui sans électricité

comparé à 2019 », a déclaré le directeur de l'Agence, Fatih Birol. Pour l'AIE, « accroître l'efficacité énergétique et étendre réseaux électriques et capacités renouvelables sont les fondements de l'avenir énergétique du continent ». En chiffres, l'Afrique dispose de 60% des ressources solaires mondiales, mais n'accueille que 1% des installations

photovoltaïques, moins que les Pays-Bas. Les renouvelables devront, avec l'éolien, les barrages et la géothermie, « former 80% des capacités électriques installées d'ici 2030, aussi bien pour des objectifs énergétiques que climatiques », souligne l'AIE. Ce n'est pas tout. « L'Afrique reçoit seulement 7% des financements en

faveur des énergies vertes apportés par les économies avancées aux pays en développement », ajoute la même source. Et d'ajouter : « L'Afrique représente moins de 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Si ce gaz était exploité, elle passerait à moins de 3,5%, alors que c'est 20% de la population humaine », explique M. Birol.

ABDELMADJID TEBBOUNE, À L'OCCASION DE L'INSTALLATION DU CSJ :

«La loi sera appliquée contre ceux pris par l'envie de toucher à l'argent public»

Le chef de l'Etat a affirmé que «nous veillons à ce que les institutions dont se dote le pays soient éloignées de toutes les impuretés les ayant souillées par le passé et touchées à leur crédibilité».

Par Youcef Salami

Tebboune a rappelé que l'Appel du 1er Novembre 1954 a été consacré «pour la première fois» dans la Constitution de 2020. Il a ajouté que «l'objectif est d'éviter toute déviation de cette Déclaration, ou du Serment des Chouhada auquel nous demeurons fidèles, notamment à travers l'installation de toutes ces institutions constitutionnelles, à l'instar du Conseil supérieur de la jeunesse».

«L'Algérie nouvelle» ne tolère, a-t-il poursuivi, aucune présence d'argent sale ou d'atteinte aux deniers publics. Et de souligner : «Nous n'hésiterons pas à combattre certaines mentalités et réaliser les aspirations des Algériens pour une Algérie où règne la transparence. L'Algérie où la loi sera appliquée contre ceux pris par l'envie de toucher à l'argent public, quelle que soit la place où ils se trouvent. Une Algérie qui barre la route à ceux pris aussi par la tentation d'autoritarisme. Le meilleur moyen d'éviter cela est d'assumer les responsabilités avec sincérité et honnêteté». Tebboune a évoqué une réelle volonté de doter



le pays d'institutions au-dessus de tous soupçons.

Il dira : «Nous veillons à ce que ces institutions soient éloignées de toutes les impuretés les ayant souillées par le passé et touchées à leur crédibilité. Par le passé, le citoyen notait l'existence de déviations ayant porté atteinte à la réputation des ins-

titutions. Ce qui a contribué à semer le doute auprès des citoyens et à provoquer le manque de confiance en les institutions nationales. Cela a touché à l'image de l'Etat», ajoutant : «Il y a plus de deux ans, nous étions dans une situation de réviser d'une manière radicale les méthodes de gestion et

de procéder à une rupture avec les pratiques qui ont suscité la méfiance des citoyens à l'égard de tout ce qui symbolise l'État ou le pouvoir».

Le chef de l'Etat a précisé que l'installation officielle du CSJ était «la dernière étape» d'un processus entamé avec l'adoption par référendum de la

Constitution en novembre 2020 suivie des élections locales et législatives, des scrutins «d'une intégrité irréprochable», et l'installation de la Cour constitutionnelle (qui remplace le Conseil constitutionnel) et l'Observatoire national de la société civile.

Y. S.

AG EXTRAORDINAIRE DE LA LIGUE DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX ARABES

Le Premier ministre préside l'ouverture des travaux

Le Premier ministre, Aïmene Benabderahmane, a présidé, hier à Alger, «la cérémonie d'ouverture des travaux de l'Assemblée générale extraordinaire de la Ligue des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires, tenue sous le haut patronage du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune», selon une dépêche de l'Aps. La cérémonie d'ouverture des travaux s'est déroulée en présence de membres du Gouvernement, de Conseillers du Président de la République, de ministres de pays arabes, de présidents des Conseils économiques et sociaux arabes et de



membres du Parlement et du corps diplomatique accrédité en Algérie, outre des présidents d'instances nationales et des représentants de chefs d'entre-

prises». «Cette session a connu la participation de 10 pays arabes, en sus de l'Organisation arabe du travail (OAT), en sa qualité d'observateur, et ce, à l'effet de renouveler le Conseil d'administration et les structures de la Ligue et lui insuffler une nouvelle dynamique», précise-t-on de même source. La Ligue des Conseils économiques et sociaux arabes et institutions similaires a été créée en 2015 en Algérie où plusieurs de ses activités ont été organisées. Ses activités ont ralenti en raison des retombées de la pandémie du coronavirus (Covid19).

R. E.

LE CONTENU LOCAL SE CHERCHE UNE CARTE À NÉGOCIER

La 17ème édition du salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau «SIEE Pollutec 2022» a ouvert ses portes, hier à Alger, avec la participation de 13 pays à cet événement qui évoquera des sujets en lien avec le dessalement de l'eau de mer et l'épuration des eaux usées et leur réutilisation. Cette manifestation devrait permettre au contenu local de se faire connaître et de se faire une place au soleil, face à un contenu venu de l'étranger. Ses promoteurs semblent avoir mis les bouchées doubles pour le faire «briller, à cette occasion. Cette année encore, l'offre locale est très dynamique avec 60% de sociétés algériennes, principalement des leaders du marché, et attire de nombreuses entreprises internationales venant majoritairement d'Europe. L'ouverture de cette édition a été effectuée par le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim

Hasni, accompagné du ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi. Cet événement se déroule du 20 au 23 juin au Centre international des conférences Abdellatif-Rahal (CIC, Alger) sous le slogan «Histoire glorieuse et nouvelle ère», à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance nationale. A cette occasion, un riche programme comprenant des conférences sur les thèmes phares du marché de l'eau avec de nombreux sujets qui seront abordés, notamment le dessalement de l'eau de mer, l'épuration des eaux usées et leur réutilisation ou encore la qualité des produits. Treize pays seront représentés par des opérateurs venant de France, Italie, Allemagne, Portugal, Turquie, Pays-Bas, Corée du Sud, Autriche, Brésil, Chine et Inde. Ce salon sera, également, l'occasion de découvrir les grandes réalisations du secteur et ses perspectives. A

cet effet, différentes agences sous tutelle du ministère des Ressources en Eau et de la Sécurité hydrique y prendront part, à l'instar de l'Agence de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE), de l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID), de l'Algérienne des eaux (ADE), de l'Office national d'assainissement (ONA), de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANDBT) et de l'Agence nationale des ressources hydrauliques (ANRH), montrant ainsi l'intérêt de l'Etat pour ce secteur en pleine expansion. Depuis 2005, ce salon met en relation les acteurs clés algériens et internationaux des secteurs de l'eau en Algérie sous le parrainage du ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique. La précédente édition a drainé plus de 4.200 visiteurs professionnels, venus à la rencontre de 100 entreprises exposantes.

R. E.

INDICE MONDIAL DE LA PAIX L'ALGÉRIE MONTE DANS LE CLASSEMENT

L'Algérie mène une stratégie de politique extérieure active en faveur de la paix et de la stabilisation, non seulement dans sa région, mais aussi dans le reste du monde. Et ces efforts semblent être payants. En effet, le pays a progressé dans le classement de l'Indice mondial de la paix, gagnant dix places, selon le think tank australien Institute for Economics and Peace (IEP).

En tout, vingt-sept pays africains ont amélioré leur classement dans l'édition 2022 de l'indice mondial de la paix (Global Peace Index /GPI). L'Angola fait des prouesses, enregistrant la meilleure progression sur le continent africain. Global Peace Index mesure le degré de pacifisme passant au crible 163 pays du monde en examinant 23 indicateurs tels que les décès dus aux conflits internes et externes, le terrorisme, l'instabilité politique, les dépenses militaires en pourcentage du PIB. A l'échelle africaine, c'est l'île Maurice (28e mondial) qui arrive en tête du classement. Elle est suivie du Ghana (40e rang mondial), de la Gambie (45e), du Botswana (48e), de la Sierra Leone (50e), de la Zambie (56e). A l'échelle mondiale, l'Islande qui n'a pas sa propre armée reste le pays le plus paisible du monde, une position occupée depuis 2008. Par ailleurs, le think tank australien indique que le coût de la violence pour l'économie mondiale se situe à 16 500 milliards de dollars, soit 10,9 % du PIB mondial.

R.N.

EUROPE

LES VENTES DE SMARTPHONES AU PLUS BAS DEPUIS 2013

■ La conjoncture économique marquée par l'inflation, mais également la pénurie de composants, entraîne la majorité des fabricants de smartphones vers une chute importante de leurs ventes. Pour voir des ventes de smartphones aussi faibles, il faut remonter à une époque où Apple sortait son tout premier iPhone compatible... avec la 4G (iPhone 5s). D'après les chiffres du cabinet Counterpoint Research pour le premier trimestre 2022, 49 millions de smartphones ont été vendus sur les marchés européens. Une chute de 12% sur un an, qui renvoie le volume de ventes de mobiles au niveau du premier trimestre 2013. "Cette baisse est la conséquence de nombreux facteurs, parmi lesquels la pénurie de composants, les confinements en Chine (principal exportateur de smartphones, n.d.r.) liés au Covid-19, les mauvaises conditions économiques ainsi que la guerre en Ukraine" précise Counterpoint Research sur son blog. Jan Stryjak, directeur associé de Counterpoint Research, précise que cette chute est notamment portée par l'inflation, qui pousse les ménages à limiter leurs dépenses, mais aussi à la fin des livraisons d'Apple et Samsung en Russie, pays intégré par le cabinet au marché européen, mais qui ne représente toutefois que 6% des livraisons des deux fabricants dans cette zone. Parmi les principaux perdants figure le chinois Xiaomi, qui s'illustre habituellement sur le marché de l'entrée de gamme, avec une baisse de 36% sur un an. Samsung, également très présent sur l'entrée et le milieu de gamme, chute quant à lui de 16%. Avec une baisse de 6%, Apple parvient malgré tout à augmenter sa part de marché, pour atteindre les 25%. Si l'autre géant chinois Oppo chute de 8%, sa jeune marque Realme réalise une progression impressionnante de 67%. BFM Business

ENERGIE

Les importations par la Chine de pétrole russe bondissent de 55% sur un an

Les importations de pétrole russe par la Chine ont augmenté en mai de 55% sur un an, sur fond de sanctions occidentales contre Moscou pour son invasion de l'Ukraine, selon des chiffres officiels publiés hier. Le mois dernier, le géant asiatique a acheté à la Russie quelque 8,42 millions de tonnes de pétrole, d'après les Douanes chinoises. Il s'agit d'une quantité bien supérieure aux importations de pétrole venu d'Arabie saoudite, habituellement premier fournisseur de la Chine.

LE SOUTIEN CHINOIS À MOSCOU DÉSAVOUÉ PAR L'UE

Le pays est le principal partenaire économique de la Russie. Les Occidentaux ont adopté des sanctions sans précédent contre Moscou en représailles à son offensive contre l'Ukraine. À plusieurs

reprises, les puissances occidentales ont mis en garde Pékin contre tout soutien au régime du président russe Vladimir Poutine qui permettrait à Moscou d'atténuer l'impact des sanctions. La Russie, de son côté, est en quête de nouveaux débouchés pour ses marchandises, boudées par les pays occidentaux depuis le début de l'intervention militaire en Ukraine. Moscou compte sur la puissance chinoise pour échapper à un isolement économique total. Le président chinois Xi Jinping a réaffirmé mercredi la proximité de son pays avec la Russie, lors d'un échange téléphonique avec son homologue Vladimir Poutine. Selon le compte rendu du Kremlin, les deux dirigeants ont convenu notamment d'élargir la coopération dans le domaine énergétique. R. E.

PÉTROLE

Les prix vacillent après une chute de près de 6 % due aux inquiétudes économiques

Les prix du pétrole ont vacillé tôt hier alors que les investisseurs se sont recentrés sur les approvisionnements serrés, bien que le sentiment soit encore fragile après une chute de 6 % lors de la session précédente sur fond d'inquiétudes concernant le ralentissement de la croissance économique mondiale et de la demande de carburant.

Les contrats à terme sur le pétrole brut Brent ont gagné 20 cents, soit 0,2%, à 113,32 \$ le baril à 0105 GMT, après avoir augmenté jusqu'à 1% plus tôt. Les prix du premier mois ont chuté de 7,3 % la semaine dernière, sa première baisse hebdomadaire en cinq ans.

Le brut West Texas Intermediaire américain était à 109,55 \$ le baril, en baisse de 1 cent après avoir augmenté de plus de 1 \$ dans les transactions matinales. Les prix du premier mois ont chuté de 9,2 % la semaine dernière, la première baisse en huit semaines.

"Pour le moment, les perturbations de l'offre de pétrole passent au second plan par rapport aux inquiétudes concernant la faiblesse de la demande", ont déclaré les analystes d'ANZ dans une note.

"L'image fondamentale reste celle d'un resserrement dans un contexte de ralentissement continu de la production russe."

Le pétrole russe reste hors de portée de la plupart des pays en raison des sanctions occidentales. L'impact a été partiellement atténué par la libération des réserves stratégiques de pétrole, menée par les États-Unis, et par une augmentation de la production de l'OPEP+, bien que cela réduise le tampon mondial contre de nouvelles pertur-



bations de l'approvisionnement. "Si Washington s'en tient à son rythme actuel, la réserve stratégique américaine atteindra son plus bas niveau en 40 ans, soit 358 millions de barils, d'ici octobre", a déclaré ANZ. Néanmoins, la production américaine de pétrole et de gaz est en hausse.

Le nombre d'appareils de forage pétrolier et gazier, un indicateur précoce de la production future, a augmenté de sept pour atteindre 740 au cours de la semaine du 17 juin, son plus haut niveau depuis mars 2020, a indiqué

la société de services énergétiques Baker Hughes Co dans son rapport très suivi vendredi.

En Libye, la production de pétrole est restée volatile à la suite des blocages effectués par des groupes dans l'est du pays.

Le ministre libyen du pétrole, Mohamed Oun, a déclaré hier à Reuters que la production totale du pays se situe à environ 700 000 barils par jour (bpj). La semaine dernière, la production de pétrole de la Libye se situait entre 100 000 et 150 000 bpj, avait déclaré un porte-parole du ministère

du pétrole. Les exportations de produits pétroliers de la Chine, autrefois un exportateur majeur, ont continué à baisser, maintenant l'offre mondiale serrée.

En mai, les exportations d'essence du pays ont chuté de 45,5 % par rapport à l'année précédente et les exportations de diesel ont plongé de 92,7 % malgré la stagnation de la demande intérieure, les entreprises n'ayant pas atteint leurs quotas d'exportation, selon les données des douanes chinoises publiées samedi.

R. E.

COMPAGNIES AÉRIENNES

Le secteur pense retrouver 83% des passagers de 2019 cette année

Un retour à la rentabilité est «à portée de main» en 2023 pour les compagnies aériennes, qui s'attendent à retrouver dès cette année 83% de leurs passagers d'avant la pandémie de Covid-19, ont-elles annoncé hier.

Le secteur devrait encore perdre 9,7 milliards de dollars cumulés cette année, mais il s'agira d'une «énorme amélioration» après les 137,7 milliards perdus en 2020 et les 42,1 milliards en 2021, a souligné l'Association internationale du transport aérien (Iata), qui fédère la grande majorité des compagnies aériennes du monde entier et tient son assemblée générale annuelle à Doha.

«La rentabilité au niveau du secteur en 2023 paraît à portée de main, alors que (les com-

pagies) en Amérique du Nord devraient dégager un bénéfice de 8,8 milliards dès 2022», a déclaré l'Iata dans un communiqué. En outre, «la forte demande latente, la levée des restrictions de mouvement sur la plupart des marchés, le chômage faible dans la plupart des pays et les économies des particuliers nourrissent une reprise qui aura pour conséquence de voir le nombre de passagers atteindre 83% du niveau d'avant la pandémie» cette année, a assuré l'organisation.

La crise sanitaire, dont les effets se sont fait ressentir à partir de mars 2020, a torpillé le secteur aérien, qui a perdu 60% de ses clients cette année-là. En 2021, la fréquentation n'était remontée qu'à 50% des 4,5 milliards de passagers accueillis en 2019.

ECOLE SUPÉRIEURE DES TRANSMISSIONS DE KOLÉA

Sortie de 12 promotions d'officiers

L'Ecole supérieure des transmissions Abdelhafidh-Boussouf de Koléa (Tipasa) a abrité, avant-hier, une cérémonie de sortie de 12 promotions d'officiers ayant bénéficié d'une formation militaire de niveau supérieur.

La sortie de la promotion baptisée du nom du chahid Ahmed Belhadj, a été présidée par le chef du département des transmissions et des systèmes de renseignement et de guerre électronique au ministère de la Défense nationale (MDN), le général Youcef Nabil Titouche, en présence de cadres supérieurs de l'Armée nationale populaire (ANP) et de membres de la famille du chahid, honorée à l'occasion.

Outre la 83e promotion des officiers de perfectionnement des transmissions et systèmes de renseignement, considérée comme la plus ancienne spécialité de l'Ecole supérieure des transmissions de Koléa, les promotions sortantes ont englobé la première des officiers spécialisés en "transmissions et systèmes de renseignement", la 33e des officiers de commandement et d'état major "transmissions et systèmes de renseignement", la 15e des officiers de commandement et d'état major "guerre électronique", 30e des officiers de perfectionnement "guerre électronique", la 11e des officiers de perfectionnement "systèmes d'informatiques et commandement" et la 27e des officiers d'application des transports militaires.

A cela s'ajoutent, la 9e promotion d'élèves officiers en guerre électronique "section Radio", la 11e en "systèmes informatique



et commandement", la 6e d'élèves-officiers actifs détenteurs de Master spécialité électronique et systèmes de communications, et la 3e d'élèves-officiers actifs en post-graduation Master spécialité des systèmes de renseignements et la 12e promotion en système LMD, électronique et informatique.

UNE FORMATION MILITAIRE THÉORIQUE ET APPLIQUÉE DE HAUT NIVEAU

Dans son allocution à l'occasion, le commandant de l'Ecole, le

colonel Farid Benhadid, a souligné que les "promotions sortantes, englobant des officiers de pays amis et frères, ont bénéficié d'une formation militaire théorique et appliquée de haut niveau, qui leur permettra, à l'avenir, d'accomplir leurs missions avec professionnalisme, notamment dans les domaines des transmissions, de la guerre électronique, des systèmes informatique et commandement et la sécurité des systèmes de renseignements.

Assurant que le Haut comman-

dement de l'ANP a mobilisé tous les moyens pour leur garantir une formation supérieure selon les objectifs fixés, il a, aussi, lancé un appel aux officiers diplômés pour "la mise en application des connaissances et compétences acquises, au sein de leurs unités respectives".

Après le passage en revue des carrés des officiers sortants par le général Titouche, les élèves ont prêté serment, avant la remise des grades et diplômes aux majors de chaque promo-

tion, puis la passation de l'emblème national à la promotion entrante.

La cérémonie, marquée par la présence des familles des élèves diplômés, a aussi donné lieu à la tenue d'une exposition sur le bilan des activités de cet établissement de formation militaire, ainsi que de projets réalisés, par ses élèves, dans différentes spécialités militaires.

Les promotions portent le nom du martyr "Belhadj Ahmed". Il est né en 1927 à Bou Ismail (Tipasa), dans une famille paysanne modeste et patriotique.

Il rejoint les rangs de la Révolution en 1956, et fut chargé de la formation d'une cellule pour la mobilisation des algériens et le soutien de la guerre de libération nationale, avant son arrestation par les forces coloniales dans des circonstances mystérieuses. Il s'avéra, par la suite, qu'il a été exécuté le 13 février 1957 sans procès aucun.

APS

INTEMPÉRIES À BORDJ-BADJI-MOKHTAR

Des aides au profit des sinistrés

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a envoyé, avant-hier des aides "urgentes" à la commune de Timiaouine, wilaya de Bordj Badji Mokhtar suite aux intempéries qu'a connues récemment cette wilaya. Ces aides ont été envoyées via deux avions militaires à partir de l'aéroport militaire de Boufarik. L'envoi de ces aides consistant en

60 tonnes de denrées alimentaires, des tentes, des matelas et des couvertures au profit des sinistrés, a été supervisé par la Chargée d'études et de synthèse (CES) au cabinet du ministre de l'Intérieur, Hamraoui Lynda. A cette occasion, Mme Hamraoui a expliqué que l'envoi de ces aides "intervient en concrétisation des instructions du Président de la République, Abdel-

madjid Tebboune, et ce, en coordination avec les secteurs concernés, les membres de l'Armée nationale populaire (ANP) et le Croissant-Rouge algérien (C-RA). Et de préciser que l'envoi de ces aides se poursuit pour aider les sinistrés des intempéries qu'a connues récemment la commune de Timiaouine dans la wilaya de Bordj-Badji-Mokhtar".

R. R.

MASCARA

Commémoration du 66e anniversaire de l'exécution du héros Ahmed Zabana

La wilaya de Mascara a commémoré, avant-hier, le 66e anniversaire de l'exécution du héros Ahmed Zabana (1926-1956), premier chahid guillotiné par le colonisateur français, le 19 juin 1956. La cérémonie de cette commémoration,

supervisée par le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, en présence des autorités civiles et militaires, a eu lieu au Carré des martyrs de la commune de Zahana, lieu de naissance du chahid, avec la levée des couleurs au rythme de

l'hymne national et la lecture de la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des martyrs.

A cette occasion, une visite a été effectuée au site historique «Ghar Boujlida», dans la commune d'El-Gaâda, où le chahid Ahmed Zabana a été arrêté, le 8 novembre 1954, après une bataille inégale avec l'armée coloniale française. Le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des enfants de chouhada, Abdelkader Behilil, a souligné, dans une allocution prononcée lors de cette cérémonie, que «le martyr Zabana est un symbole d'héroïsme, de lutte et un exemple à suivre dans l'amour de la patrie et le sacrifice pour l'indépendance». Pour sa part, le moudjahid Bendida Abed a souligné, dans une déclaration à l'APS, que «la commémoration de cet anniversaire est une continuation de la marche des martyrs de la glorieuse guerre de libération», considérant que «le martyr Ahmed Zabana est un symbole de la lutte et du militantisme dans la Wilaya V historique». Les cérémonies de

commémoration de ce 66e anniversaire devaient se poursuivre dimanche soir, sous la tutelle des autorités de la wilaya, avec l'inauguration officielle du nouveau pôle sportif de la commune de Sig, qui accueillera une partie des compétitions des Jeux Méditerranéens Oran-2022.

Pour rappel, le martyr Ahmed Zabana, dit Ahmed Zahana, est né en 1926 dans le quartier «El-Qasd» de l'actuelle commune de Zahana (wilaya de Mascara). Il s'est installé ensuite avec sa famille pour vivre à Oran. Il rejoint les rangs du mouvement national en 1941. Il rejoint, ensuite, les rangs de l'ALN et dirige la première opération militaire contre l'occupation dans la zone «La mare d'eau» de Sig, le 1er novembre 1954.

Ahmed Zabana a été arrêté après avoir été blessé, le 8 novembre 1954, dans la bataille de «Ghar Boujlida». Le 19 juin 1956, il a été exécuté à la prison de Serkadji (Alger). Il est le premier martyr à être exécuté par guillotine, lors de la Guerre de libération nationale.

R. R.

BATNA

Plus de 300 pièces de monnaie de l'époque romaine récupérées

Les éléments de la Sûreté de wilaya de Batna ont récupéré 315 pièces de monnaie remontant à la période romaine et arrêté deux trafiquants, a annoncé avant-hier, la cellule de communication de ce corps constitué.

Selon la même source, l'opération a été effectuée lors de patrouilles des éléments de la brigade mobile de la police judiciaire 1 de Batna, ayant permis l'arrestation de deux individus âgés de 19 et 60 ans dans la ville de Batna.

Les deux mis en cause se trouvaient à

bord d'une voiture dont la fouille a permis de trouver ces pièces de monnaie qui étaient destinées à la vente, a ajouté la même source.

Le rapport d'expertise des instances compétentes a montré que les pièces de monnaie récupérées remontent à la période romaine, selon la même source qui a souligné que les procédures légales ont été prises à l'encontre des deux mis en cause en coordination avec le parquet local.

R.R.

EN ESPAGNE, LA DROITE OBTIENT LA MAJORITÉ ABSOLUE AU PARLEMENT

LES RAISONS

Le Parti populaire remporte 58 sièges sur 109, contre 30 pour le Parti socialiste. Le parti d'extrême-droite de Vox progresse peu, avec 14 élus. Les socialistes du Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, ont essuyé, dimanche 19 juin, un nouveau revers électoral dans leur ancien fief d'Andalousie (Sud), lors d'un scrutin régional important, qui place la droite en position de force à un an et demi des prochaines élections nationales.

Selon les résultats définitifs, le Parti populaire (PP, droite), dont le candidat Juan Manuel Moreno préside la région depuis 2018, a obtenu la majorité absolue au Parlement andalou avec 58 sièges sur 109, contre 30 pour le Parti socialiste (PSOE), tandis que la gauche radicale, avec qui il gouverne à Madrid, s'est effondrée (7 sièges contre 17 en 2018). Vox (extrême-droite) compte 14 élus (deux de plus qu'aux dernières élections). Les centristes de Ciudadanos ont quant à eux disparu du parlement régional. Ce revers est le troisième infligé par la droite à la gauche espagnole lors d'un scrutin régional, après celui de Madrid en mai 2021 et celui de Castille-et-Léon en février. Ce succès place le nouveau chef du PP, Alberto Núñez Feijóo, en position de force en vue des prochaines élections nationales, prévues à la fin de 2023.

«COUP DUR» POUR LA GAUCHE, LE PP «DANS UNE BONNE DYNAMIQUE»

Région la plus peuplée du pays, avec 8,5 millions d'habitants, l'Andalousie est un ancien bastion historique des socialistes, qui l'ont gouvernée sans interruption de 1982 aux dernières élections régionales de 2018. Éclaboussés par un scandale de corruption, ils avaient alors été chassés du pouvoir par une coalition formée entre le PP et les centristes de Ciudadanos, soute-

nue au Parlement régional par le parti d'extrême droite Vox.

L'Espagne n'a pas échappé à l'envolée des prix qui touche de nombreux pays, notamment depuis la guerre en Ukraine. Cette situation a poussé le gouvernement à annoncer un paquet de mesures, dont des aides sur les carburants, mais sans résultats probants pour l'instant.

En mettant Pedro Sanchez en difficulté, en contenant la progression de Vox et en faisant disparaître Ciudadanos, qui n'a obtenu aucun siège, le PP a gagné sur tous les tableaux en Andalousie. L'obtention de la majorité absolue lui évitera en effet de devoir gouverner en coalition avec Vox, comme il a dû le faire récemment dans la région de Castille-et-Léon.

FAIBLE PROGRESSION DU PARTI D'EXTRÊME DROITE VOX

L'extrême droite était alors entrée pour la première fois au sein d'un gouvernement régional, doté de larges compétences, depuis la fin de la dictature franquiste en 1975. Troisième force politique au niveau national, Vox, qui avait fait irruption sur la scène politique espagnole lors des régionales andalouses de 2018, misait beaucoup sur le scrutin de dimanche mais n'a enregistré qu'une faible progression avec quatorze députés régionaux contre douze il y a quatre ans.

Une nouvelle alliance avec Vox aurait fragilisé Alberto Núñez Feijóo, arrivé à la tête du PP début avril en défendant une ligne modérée. « L'Andalousie nous montre une voie », celle de « la modération, du dialogue, du progrès social », avait-il déclaré

récemment, tandis que Juan Manuel Moreno avait appelé au « vote utile » pour « un gouvernement fort », qui ne soit pas « conditionné » par Vox.

« Il y a une stratégie très visible » du PP pour se présenter « comme une alternative raisonnable » aux socialistes en vue des prochaines élections nationales, « une option de centre droit », selon Oscar Garcia Luengo, professeur de sciences politiques à l'université de Grenade.

LA DÉFAITE DE SANCHEZ, TROISIÈME REVERS CONSÉCUTIF

Les socialistes du Premier ministre espagnol ont essuyé dimanche un nouveau revers dans leur ancien fief d'Andalousie, un scrutin régional clé qui place la droite en position de force.

Selon des résultats partiels, le Parti populaire (PP, droite) – dont le candidat Juan Manuel Moreno préside la région depuis 2018 – a obtenu la majorité absolue au Parlement andalou avec 56 sièges sur 109 contre 32 pour le Parti socialiste (PSOE). Ce revers est le troisième consécutif infligé par la droite à la gauche espagnole lors d'un scrutin régional, après celui de Madrid en mai 2021 et celui de Castille-et-Léon en février. Un succès qui place le nouveau chef du PP, Alberto Núñez Feijóo, en position de force en vue des prochaines élections nationales prévues fin 2023.

Région la plus peuplée du pays, avec 8,5 millions d'habitants, l'Andalousie est un ancien bastion historique des socialistes qui l'ont gouvernée sans interruption de 1982 aux dernières élections régionales de

2018. Éclaboussés par un scandale de corruption, ils avaient alors été chassés du pouvoir par une coalition formée entre le PP et les centristes de Ciudadanos, et soutenue au Parlement régional par Vox.

«COUP DUR» POUR SANCHEZ

Ce nouveau revers en Andalousie est un « coup dur » pour le Parti socialiste (PSOE) après lequel Pedro « Sánchez pourrait faire face à une bataille difficile pour être réélu » fin 2023 lors des législatives, soulignait, avant le scrutin, Antonio Barroso, analyste au cabinet de conseil Teneo.

Face à un PP « dans une bonne dynamique », le chef du gouvernement, arrivé au pouvoir en juin 2018, pourrait en effet « avoir du mal à vendre les bons résultats de son gouvernement face aux inquiétudes des électeurs concernant l'inflation », ajoutait-il.

L'Espagne n'a pas échappé à l'envolée des prix qui touche de nombreux pays, notamment depuis la guerre en Ukraine. Cette situation a poussé le gouvernement à annoncer un paquet de mesures, dont des aides sur les carburants, mais sans résultats probants pour l'instant.

Faible progression de Vox
En mettant Pedro Sánchez en difficulté, en contenant la progression du parti d'extrême droite Vox et en faisant disparaître Ciudadanos, qui n'a obtenu aucun siège, le PP a gagné sur tous les tableaux en Andalousie.

L'obtention de la majorité absolue lui évitera en effet de devoir gouverner en coalition avec Vox, comme il a dû le faire récemment dans la région de Castille-et-Léon. L'extrême droite était alors rentrée pour la première fois au sein d'un gouvernement régional, doté de larges compétences, depuis la fin de la dictature franquiste en 1975. Troisième force politique au niveau national, Vox, qui avait fait irruption sur la scène politique espagnole lors des régionales andalouses de 2018, misait beaucoup sur le scrutin de dimanche mais n'a enregistré qu'une faible progression avec 14 députés régionaux, contre 12 il y a quatre ans. Une nouvelle alliance avec Vox aurait fragilisé Alberto Núñez Feijóo, arrivé à la tête du PP début avril en défendant une ligne modérée.

« L'Andalousie nous montre une voie », celle de « la modération, du dialogue, du progrès social », avait-il déclaré récemment, tandis que Juan Manuel Moreno avait appelé au « vote utile » pour « un gouvernement fort », qui ne soit pas « conditionné » par Vox.

« Il y a une stratégie très visible » du PP pour se présenter « comme une alternative raisonnable » aux socialistes en vue des prochaines élections nationales, « une option de centre-droit », selon Oscar García Luengo, professeur de sciences politiques à l'Université de Grenade.

NOUVEAU REVERS POUR LE PSOE

Ce nouveau revers en Andalousie est un « coup dur » pour le Parti socialiste (PSOE) après lequel Pedro « Sánchez pourrait faire face à une bataille difficile pour être réélu » fin 2023 lors des législatives, soulignait, avant le scrutin, Antonio Barroso, analyste au cabinet de conseil Teneo.

Face à un PP « dans une bonne dynamique », le chef du gouvernement, arrivé au pouvoir en juin 2018, pourrait en effet « avoir du mal à vendre les bons résultats de son gouvernement face aux inquiétudes des électeurs concernant l'inflation », ajoutait-il.

L'Espagne n'a pas échappé à l'envolée des prix qui touche de nombreux pays, notamment depuis la guerre en Ukraine. Cette situation a poussé le gouvernement à



ENT ANDALOU, LA GAUCHE DE PEDRO SANCHEZ LOURDEMENT DÉFAITE

DE LA COLÈRE



annoncer un paquet de mesures, dont des aides sur les carburants, mais sans résultats probants pour l'instant.

FAIBLE PROGRESSION DE VOX

En mettant Pedro Sánchez en difficulté, en contenant la progression du parti d'extrême droite Vox et en faisant disparaître Ciudadanos, qui n'a obtenu aucun siège, le PP a gagné sur tous les tableaux en Andalousie. L'obtention de la majorité absolue lui évitera en effet de devoir gouverner en coalition avec Vox, comme il a dû le faire récemment dans la région de Castille-et-León. L'extrême droite était alors rentrée pour la première fois au sein d'un gouvernement régional, doté de larges compétences, depuis la fin de la dictature franquiste en 1975. Troisième force politique au niveau national, Vox, qui avait fait irruption sur la scène politique espagnole lors des régionales andalouses de 2018, misait beaucoup sur le scrutin de dimanche mais n'a enregistré qu'une faible progression avec 14 députés régionaux, contre 12 il y a quatre ans. Une nouvelle alliance avec Vox aurait fragilisé Alberto Núñez Feijóo, arrivé à la tête du PP début avril en défendant une ligne modérée. «L'Andalousie nous montre une voie», celle de «la modération, du dialogue, du progrès social», avait-il déclaré récemment, tandis que Juan Manuel Moreno avait appelé au «vote utile» pour «un gouvernement fort», qui ne soit pas «conditionné» par Vox. «Il y a une stratégie très visible» du PP pour se présenter «comme une alternative raisonnable» aux socialistes en vue des prochaines élections nationales, «une option de centre-droit», selon Oscar García Luengo, professeur de sciences politiques à l'Université de Grenade.

LE SAHARA OCCIDENTAL ET L'ALGÉRIE ONT-ILS JOUÉ DANS LA DÉFAIRE DE SANCHEZ ?

Le tollé général soulevé par le revirement

de Pedro Sanchez au sujet du Sahara occidental et son autre brusque revirement dans les accords d'amitié avec l'Algérie ont été lourdement ressentis dans toute l'Espagne. La suspension par l'Algérie du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec l'Espagne après le changement de position de Madrid concernant le Sahara occidental, est une mesure légale et respecte la légalité internationale, ont assuré hier, des experts espagnols en droit international.

L'Association des professeurs de droit international public et des relations internationales (AEPDIRI) a indiqué dans un article repris par le quotidien "Publico", que la décision du gouvernement espagnol de soutenir le soi-disant « plan d'autonomie », est une "double violation du droit international", parce qu'il est, d'une part, impératif pour tous les Etats de respecter le droit à l'autodétermination des peuples sous domination coloniale, dont le peuple sahraoui.

D'autre part, "cela est une violation particulière de la responsabilité qui incombe à l'Espagne en tant que puissance administrante : garantir précisément l'exercice de l'autodétermination de son ancienne colonie". Ainsi, "lorsque l'Espagne viole gravement une norme qui fait partie intégrante de l'ordre juridique international, elle ne peut s'attendre à une absence de réaction (...) Ce droit et cette obligation ont été exécutés par le gouvernement algérien dans le strict respect du droit international", affirme l'association.

"La suspension du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec l'Espagne est une contre-mesure aussi légale que nécessaire et attendue", soutient l'association, laquelle insiste que face à la "violation par l'Espagne du droit international, l'Algérie a l'obligation de réagir".

Les professeurs membres de cette association, Ander Gutierrez Solana Journoud et Maria Lopez Belloso des universités du Pays Basque (Euskal Herriko Unibertsita-

tea) et de Deusto, expliquent dans leur analyse que "la violation flagrante du droit international ainsi que la reconnaissance des conséquences de l'invasion militaire du régime marocain, obligent tous les Etats à exiger que l'Espagne revienne à la légalité". "Les Etats peuvent et doivent mettre en œuvre des mesures de pression qui imposent la cessation de ce comportement (...) pour préserver les principes clés de l'ordre international, la passivité n'est pas une option", précisent-ils.

Cependant, ils rappellent que ce revirement espagnol "n'affecte pas la nature du territoire du Sahara occidental en tant que territoire non autonome, ni le statut des parties". "Cela implique un éloignement du gouvernement espagnol du droit interna-

tional et des responsabilités juridiques en tant que puissance administrante du territoire". Alors que Madrid s'est empressée à se plaindre auprès de l'Union européenne (UE) suite à la suspension du traité d'amitié et de bon voisinage, les professeurs ont précisé que "l'Espagne et l'UE ne peuvent pas activer des représailles contre l'Algérie, parce qu'Alger n'a violé aucune norme internationale". "Les demandes et menaces de l'Espagne et de l'UE au gouvernement algérien de réactiver le traité et les accords commerciaux ne sont pas conformes à la légalité internationale, car il ne s'agit pas d'un acte unilatéral, mais d'une réponse nécessaire à une attaque flagrante de l'Espagne", concluent les experts en droit international. **I.M./avec Le Monde**



CRISE EN LIBYE

Échec d'une nouvelle médiation de l'ONU

Les représentants du Parlement et du Haut Conseil d'État (HCE) n'ont pas trouvé d'accord sur le texte censé régir les scrutins présidentiel et législatif qui devaient initialement se tenir fin 2021.

Les représentants du Parlement et du Haut Conseil d'État (HCE) n'ont pas trouvé d'accord sur le texte censé régir les scrutins présidentiel et législatif qui devaient initialement se tenir fin 2021.

Une médiation de l'ONU pour favoriser un accord entre camps rivaux libyens sur un cadre constitutionnel permettant la tenue d'élections s'est soldée lundi par un nouvel échec, laissant la crise politique que traverse le pays sans issue en vue.

Rassemblés au Caire du 12 au 19 juin sous les auspices des Nations unies, des représentants du Parlement, installé dans l'est de la Libye, et du Haut Conseil d'État (HCE) qui fait office de sénat et qui est basé à Tripoli (Ouest), n'ont pas trouvé d'accord sur le texte censé régir les scrutins présidentiel et législatif qui devaient initialement se tenir fin 2021.

«Le troisième et dernier round



de négociations entre la Chambre des représentants et le HCE sur le volet constitutionnel libyen s'est achevé au petit matin du 20 juin», a annoncé sur Twitter la conseillère spéciale du secrétaire général de

l'ONU pour la Libye, l'Américaine Stephanie Williams.

«SE RÉJOUIR DANS UN DÉLAI DE DIX JOURS»

«Des divergences persistent sur les mesures régissant la période transitoire menant aux élec-

tions», a-t-elle concédé, même si ce «comité mixte est parvenu à un large consensus sur les articles litigieux du projet de Constitution libyenne».

Saluant les membres des deux chambres pour leurs efforts afin

de «résoudre leurs divergences sur un certain nombre de questions complexes», Stephanie Williams a rappelé que les Libyens, dont près de 3 millions s'étaient inscrits pour voter, «ne méritent rien de moins de la part de (leurs) dirigeants politiques».

En sa qualité de conseillère spéciale du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Stephanie Williams a invité les présidents des deux chambres «à se réunir dans un délai de dix jours (...) pour résoudre les problèmes en suspens».

La tenue à une date prévisible des élections présidentielle et législative, reportée sine die en décembre 2021, semble hautement improbable en raison des très fortes divergences entre rivaux politiques et des tensions sur le terrain.

Deux gouvernements se disputent depuis mars le pouvoir. Celui de Tripoli qui a été mis sur orbite début 2021 sous l'égide de l'ONU pour mener la transition jusqu'à des élections, et un gouvernement formé en mars et soutenu par le Parlement, qui a élu provisoirement domicile à Syrte, faute de pouvoir prendre ses fonctions dans la capitale. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011

I.M./avec Le Figaro

CONGRÈS DE L'UNFS

Appel à accélérer le processus de décolonisation au Sahara occidental

Des délégations étrangères participant au 9e congrès de l'Union nationale de la femme sahraoui (UNFS) tenu dans le camp des réfugiés sahraouis d'Aousserd ont exhorté, dimanche, les Nations unies et la communauté internationale «à accélérer le processus de décolonisation au Sahara occidental». Plusieurs participants étrangers ont appelé, au deuxième jour des travaux, la communauté internationale à agir et à trouver de nouvelles méthodes pour exercer une pression sur l'ONU et le Conseil de sécurité, et partant concourir au règlement du conflit du Sahara occidental. La Secrétaire de la commission zimbabwéenne de solidarité avec le peuple sahraoui et chef de la délégation de son pays présente à l'évènement a souligné que sa participation à ce 9e Congrès de l'UNFS a été mue par la volonté de transmettre les sentiments de solidarité de toutes les femmes zimbabwéennes avec le peuple sahraoui, ajoutant que la question du peuple sahraoui "a toujours figuré en tête des intérêts de la commission zimbabwéenne de solidarité avec le peuple sahraoui".

Après avoir fait part de sa grande joie de prendre part à cette rencontre, la représentante du Zimbabwe a dénoncé "le silence" de la communauté internationale vis-à-vis des violations des droits de l'homme au Sahara occidental.

Pour sa part, la représentante de l'Association d'amitié Colombie-Sahara occidental, Mme Alexandra Cordoba Heredia, a fait part de "sa profonde compassion et sa pleine solidarité avec le peuple sahraoui", exprimant "sa grande fierté de la bravoure et de la résistance du peuple sahraoui". A la même occasion, elle a dénoncé "la répression continue et les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental par les forces d'occupation

marocaine". La même oratrice a mis l'accent sur "le droit inaliénable et inconditionnel du peuple sahraoui à l'autodétermination et à la souveraineté sur son territoire". Mme Heredia a précisé que "la communauté internationale est tenue de respecter le droit international en œuvrant à l'organisation d'un référendum d'autodétermination afin de permettre au peuple sahraoui de déterminer, librement et démocratiquement, son sort". De son côté, la présidente de la

Marche internationale turque a souligné que "la communauté internationale ne peut continuer à fermer les yeux sur l'occupation marocaine d'un pays voisin et ses abus continus envers son peuple, le pillage de ses ressources naturelles et la persistance au mépris de ses engagements internationaux et des efforts précieux de la communauté internationale en faveur de la paix dans la région". Lors de la séance du soir, samedi, du 8e congrès de l'UNFS, les participantes ont

débatu des rapports moral et financier, où la secrétaire générale de l'union a passé en revue les rapports moral et financier, évoquant les différents domaines de travail de l'organisation ainsi que les réalisations accomplies au cours de la période d'évaluation. Le congrès est marqué par la participation de plus de 400 déléguées de diverses antennes de l'organisation de femmes et une délégation de femmes des territoires sahraouis occupés.

MAURITANIE :

L'agriculture en quête de résilience contre la sécheresse

Plusieurs régions de la Mauritanie sont confrontées à la sécheresse. Les précipitations dans certaines parties de ce pays désertique ont chuté à un quart des niveaux enregistrés il y a 30 ans. Une donne qui n'est pas sans conséquence pour les activités du secteur primaire.

"Les risques liés aux volumes des précipitations ont provoqué des effets négatifs sur les sols en termes de ravinement et de dégradation.

Cela signifie qu'en raison de la réduction de ces surfaces, la

production a été considérablement réduite.", a déclaré Ahmed Ould Amar, chef de projet FIDA, le Fonds international de développement agricole des Nations unies pour la Mauritanie.

"Nous avons un problème d'irrigation, et nous n'avons pas de clôtures contre les animaux qui détruisaient nos cultures, et nous ne travaillions que pendant les saisons d'automne et d'hiver.", explique Zeinebou Mint Mohamed Mahmoud, agricultrice. Des agriculteurs de

Guidimakha, en Mauritanie, bénéficiant du soutien du Fonds international de développement agricole (FIDA) des Nations unies à travers son programme destiné aux petits exploitants frappés par les changements climatiques. "Ce projet nous aide avec des machines d'irrigation et des pompes de réservoir d'eau, des semences et des clôtures et des tuyaux d'eau plus grands. Cela nous aide à cultiver et nous les en remercions.", souligne Zeinebou Mint Mohamed Mahmoud. Selon la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, la moitié de la population mondiale devrait être confrontée à une grave pénurie d'eau au cours des huit prochaines années.

GAZODUC TSGP:

Une réunion tripartite Algérie-Niger-Nigéria à Abuja

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, effectuera les 20 et 21 juin courant une visite de travail à Abuja (Nigeria), lors de laquelle, il prendra part à la deuxième réunion

tripartite Algérie-Niger-Nigéria sur le projet du Gazoduc Transsaharien (TSGP), a indiqué dimanche un communiqué du ministère. Cette réunion, qui regroupera les ministres

en charge de l'Energie des trois pays, s'inscrit dans le cadre de "la reprise des discussions au sujet du projet du Gazoduc Transsaharien (TSGP)", précise le communiqué. Les ministres examineront "l'état d'avancement des décisions prises lors de la précédente réunion et les prochaines étapes devant aboutir à la réalisation du projet", ajoute le ministre de l'Energie et des Mines. In Aps

JM-ORAN-2022 / JUDO

La sélection algérienne voit grand

La sélection algérienne (messieurs/dames) de judo, auréolée de son titre continental, espère "rester sur sa lancée" lors des Jeux méditerranéens d'Oran (25 juin-6 juillet), et "réaliser d'autres bons résultats, qui feront honneur aux couleurs nationales", a espéré le directeur technique national, Samir Sebaâ.

"Certes, la tâche s'annonce difficile, surtout en présence de certaines grandes nations de la discipline, comme l'Espagne, l'Italie et la France, mais nous restons tout de même optimistes quant à la capacité de réussir une participation honorable, surtout si le facteur chance est de notre côté" a-t-il insisté.

En effet, le Directeur technique national considère que le "facteur chance" joue un grand rôle dans certaines disciplines sportives, dont le judo, notamment, "en ce qui concerne le tirage au sort", car selon lui "tomber sur des adversaires figurant dans le Top 10 mondial dès les premiers tours, ce n'est pas comme les croiser en demi-finale, car cela permet d'espérer une médaille, au lieu de quitter la compétition précocement" a-t-il expliqué.

Sebaâ a également attiré l'attention sur "l'importance du travail psychologique, pour mettre les athlètes en confiance" et les aider à croire en leurs chances, malgré la difficulté de la tâche. "Lors de ma dernière discussion avec les athlètes, je leur ai rappelé que nous avons glané deux médailles de bronze en Espagne, lors des JM de Tarragone. C'était grâce à Lyès Bouyakoub (-100 kg) et Sonia Asselah (+78 kg). Ce qui veut dire que malgré la difficulté de la tâche, nous pouvons quand même prétendre à des podiums" a-t-il rassuré. Autres facteurs qui encouragent Sebaâ à rester optimiste quant à la capacité de la sélection nationale de réussir un bon parcours lors



des JM d'Oran, le fait que "l'élite nationale ait retrouvé son meilleur niveau, comme en témoigne son sacre continental, remporté à la fin du mois de mai dernier à Oran, sur le site même des JM-2022.

"Comme on dit, on ne change pas une équipe qui gagne. Nous disputerons donc les JM avec le même effectif qui a remporté les derniers Championnats d'Afrique. Des athlètes expérimentés, qui devraient se transcender lors de ces Jeux, d'une part parce que la compétition aura lieu chez nous, mais aussi pour conclure en beauté, car beaucoup parmi eux sont trentenaires" a-t-il encore souligné. En effet, certaines athlètes comme Kaouthar Ouallal (-78 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) sont très proches de la fin de carrière et quoi de mieux

pour elles que de raccrocher sur un podium au JM d'Oran. Pour aider les athlètes à garder la forme en prévision des JM, la Direction technique nationale a organisé un stage précompétitif, aussi bien pour les messieurs que pour les dames.

"Les dames sont entrées en stage le 7 juin à Zéralda, alors que les messieurs ont débuté leur regroupement lendemain, à Oran. Ces stages précompétitifs se poursuivront jusqu'au 20 juin courant, date à laquelle nous intégrerons le village olympique à Oran" a encore détaillé Sebaâ.

L'Algérie sera représentée par quatorze athlètes aux JM d'Oran (7 messieurs et 7 dames), mais pour l'heure, elle a préféré se regrouper avec un effectif élargi de 18 judokas (9 messieurs et 9

dames). Ce qui lui permettra de parer à une éventuelle défection de dernière minute, notamment, pour cause de blessure. Chez les messieurs, l'effectif retenu se compose de : Billel Yagoubi (-60 kg), Rachid Cherrad (-66 kg), Dris Messaoud (-73 kg), Houd Zourdani (-73 kg), Imad Benazzoug (-81 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Mustapha Bouammar (-100 kg), Mehdi Hedjala (-100 kg), et Mohamed Belrekaâ (+100 kg).

Chez les dames, le groupe retenu se compose de : Imane Rezzoug (-48 kg), Faïza Aïssahine (-52 kg), Yamina Hellata (-57 kg), Belkadi Amina (-63 kg), Souad Belakhal (-70 kg), Kaouthar Ouallal (-78 kg), Louiza Ichlal (-78 kg), Sonia Asselah (+78 kg) et Meroua Mammeri (+78 kg). **APS**

JM/HANDBALL L'ALGÉRIE ET L'ITALIE SE NEUTRALISENT 22 À 22

La sélection algérienne de handball (messieurs) a fait match nul avant-hier face à son homologue italienne 22 à 22 (mi-temps : 12-8), en match amical préparatoire disputé à la salle "la Casa della Pallamano" à Chieti (200 km de Rome), en prévision des Jeux méditerranéens JM-2022 (25 juin - 6 juillet). Les deux sélections vont se retrouver une seconde fois mercredi (18h00, algériennes), dans le cadre du stage effectué par les Algériens en vue du rendez-vous méditerranéen. Il s'agit du deuxième stage à l'étranger pour les "Verts" depuis l'arrivée de Rabah Gherbi à la barre technique. En avril dernier, les handballeurs algériens se sont inclinés à deux reprises au Caire face à l'Egypte : 35 à 18 puis 33 à 20. Aux JM d'Oran, le Sept algérien évoluera dans le groupe B aux côtés de l'Espagne, de la Turquie, de la Macédoine et de la Grèce, alors que l'Italie a été versée dans le groupe A aux côtés de la Tunisie, de la Slovaquie, de l'Egypte, et de la Serbie. Après l'échec des JM-2022, les coéquipiers du portier Khalifa Ghodbane (Dinamo Bucarest/ Roumanie), enchaîneront en prenant part à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 prévue en Egypte durant (9-19 juillet), où ils évolueront dans le groupe B avec le Kenya, le Gabon et la Guinée. Quarante-sept ans après avoir abrité les Jeux méditerranéens d'Alger en 1975, l'Algérie renoue avec les joutes méditerranéennes, en accueillant la 19e édition à Oran où devront concourir dans 24 disciplines sportives, 3434 athlètes de 26 pays.

R.S.

JM-ORAN-2022/FOOTBALL

« Nous réaliserons le meilleur tournoi possible, malgré des adversaires forts »

La sélection nationale de football (U18) jouera son va-tout et réalisera le meilleur parcours, lors du tournoi comptant pour la 19e édition des Jeux Méditerranéens d'Oran (25 juin-6 juillet), en dépit de la solidité des adversaires, engagés.

"L'équipe nationale des U18 présentera le meilleur parcours possible et aura son mot à dire, surtout qu'on jouera devant notre public, et malgré la présence de très bonnes et fortes sélections qu'on va rencontrer", a indiqué Mourad Slatni, lors d'une conférence de presse animé au centre technique national de Sidi Moussa (Alger).

Lors du tournoi de football des JM-2022

qui aura lieu du 26 juin au 5 juillet, la sélection algérienne défiera au 1er tour du groupe A, l'Espagne, la France, et le Maroc. Le second groupe comprend, la Turquie, la Grèce, le Portugal et l'Italie.

"Notre premier objectif est de passer, tout d'abord, le 1er tour, et puis pourquoi pas, rééditer l'exploit de nos sélections nationales aux éditions méditerranéennes d'Alger en 1975 (médaille d'or), ou de France en 1993 (argent)", a souhaité l'entraîneur national des U18. Néanmoins, M. Slatni a regretté une préparation "quelque peu perturbée d'autant que nous n'avons pas bénéficié de l'ensemble de nos joueurs. On a hérité de situations difficiles, telle que l'in-

disponibilité de joueurs qui devaient passer le BAC, d'autres étaient retenus par leurs championnats en France et en Angleterre et s'étaient absentes des stages pendant deux mois (mai et juin)", a-t-il tenu à expliquer.

Et d'ajouter : "Six autres éléments, occupés par les examens de fin d'année, n'ont pu rejoindre le groupe que récemment, donc il était impossible de les faire jouer lors des matchs d'application, en raison de manque de préparation". Par contre, l'ancien défenseur international s'est réjoui de retrouver dans son effectif des joueurs qui se connaissent déjà, du fait qu'ils ont joué ensemble dans la catégorie des U17.

Sur le plan de l'effectif, l'ancien défenseur international a regretté le fait que chaque sélection participante ne peut présenter qu'une liste de 18 joueurs, selon le règlement du tournoi, "ce qui reste insuffisant eu égard au calendrier du tournoi", a-t-il estimé.

"Durant le tournoi, nous serons soumis à un rythme élevé durant la compétition, avec un seul jour de récupération entre nos matchs, ce qui est très insuffisant. J'aurais aimé bénéficier de plus de 18 joueurs pour pouvoir gérer la situation, car ce sera vraiment difficile de jouer trois matchs en six jours", a-t-il déploré.

APS

JEUX MÉDITERRANÉENS ORAN-2022

LE FESTIVAL DE LA MUSIQUE ET DE LA CHANSON ORANAISE DÉBUTERA DIMANCHE

La treizième édition du festival local de la musique et de la chanson oranaise aura lieu du 26 au 28 juin courant, dans le cadre des Jeux Méditerranéens Oran-2022, ont annoncé avant-hier les organisateurs. Cette manifestation artistique, prévue au Théâtre régional Abdelkader-Alloula verra la participation de stars de la musique et de la chanson oranaise et d'autres jeunes figures, qui ont pris le flambeau de développer ce genre traditionnel, pour animer des soirées musicales, a indiqué à l'APS la commissaire du festival, Khalida Benbali.

Trois soirées musicales sont au programme de ce festival qui vise à faire connaître aux invités de la ville d'Oran et aux touristes la chanson oranaise, un genre musical du patrimoine célèbre dans la région, indique la même source, ajoutant que chaque soirée sera animée par six chanteurs, sous la direction du maestro Kouider Berkane.

La soirée d'ouverture verra la participation d'une pléiade de chanteurs comme Maâti Hadj, Ali Maâskri, considéré comme l'un des élèves de l'icône de la chanson oranaise, le défunt Blaoui Houari, ainsi que Houria Baba, Souad Bouali et le grand artiste Houari Benchenet, en plus d'autres chanteurs, notamment Djahid, Oulhaci, Hebri et Saber Houari.

D'autres noms de la chanson oranaise participeront aux soirées de ce festival, dont Sid-Ahmed Gottaï, Hezil Benaïcha et d'autres jeunes figures qui se sont imposées sur la scène artistique, à l'instar de Aïda Adda, Reffas Amar, Aya Baghdadi et Romaïssa, qui participent à ce festival local depuis 2008, en plus de la participation des troupes de "Bedoui" et de "Meddahat".

De nouvelles chansons sont attendues lors de cette manifestation, qui draine un public nombreux d'admirateurs de ce genre musical, en plus des anciens succès qui ont fait la gloire de la chanson oranaise.

APS

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ORIENTAL DE GENÈVE

Le film algérien «Soula» décroche le FIFOG d'or

Le long métrage algérien "Soula" de l'Algérien Salah Isaad a décroché à «l'unanimité», le FIFOG d'or, lors de la clôture du 17ème Festival International du Film Oriental de Genève (FIFOG) qui a eu lieu du 13 au 19 juin à Genève et au sein de ses communes, indique un communiqué reçu par notre rédaction.



«A l'unanimité, le Jury a décidé de décerner le FIFOG D'OR à «SOULA» de Salah Isaad, pour son scénario, sa structure, le développement des caractères, l'authenticité du dialogue, la cohérence entre les éléments et la capacité du réalisateur à relater toute une vie en une nuit, et essentiellement dans un lieu clos. Tout ceci contribue à transmettre d'une manière crédible un message humain et puissant, forçant le public à porter un regard différent sur le sujet, loin des préjugés et des idées préconçues», précisent les

organisateur dans ce même communiqué. L'actrice algérienne Soula Bahri a décroché, quant à elle, la mention spéciale, celle de la meilleure actrice, pour son rôle dans «SOULA». Coproduction algéro-franco-qataro-saoudienne, cette fiction de 92 minutes dresse le portrait d'une jeune mère célibataire, prise dans l'étau de sa famille qui l'a rejetée pour l'avoir déshonorée, et de sa société, truffée de contradictions. Avec son bébé, elle subit une pression terrible de la part de ses proches et de son entourage. Le jury de la Compétition

Internationale des longs-métrages fiction composé des jurées Azza Elhosseiny, Florence Fernex, Joud Said, Nada Doumani, Vjosa Berisha et Saadia Ladib, ont attribué le FIFOG d'argent au film égyptien «AMIRA» de Mohammed Diab, pour avoir traité d'un sujet sensible ainsi que de la question d'identité individuelle. Celle-ci est-elle déterminée par la génétique ou par l'appartenance culturelle et sociale à un groupe/une communauté. Le jury a apprécié le jeu des acteurs, le choix des lieux de tournage ainsi que le rythme dramatique. Par ailleurs, dans la section courts-métrages, c'est le film de fiction tunisien "Salwa" d'Ines Ben Othman, qui s'est vue décerner le FIFOG d'or de la compétition internationale.

tions Spéciales du Jury ont été attribuées à "Qahwet Ferial" de l'Égyptien Mohamad Elkahef et "Baraye Bare Dovom" de l'Iranienne Leila Akhbari. L'édition de cette année est placée sous le signe de la Liberté... au féminin. Elle est présidée honorifiquement par l'écrivaine libanaise Joumana Haddad. Même si la canicule a eu un impact sur le déplacement des festivaliers, la fréquentation du public a été très honorable. Le public a retrouvé la joie et le plaisir de visionner des films et d'échanger avec des cinéastes et invités qui sont arrivés difficilement, souvent après un long périple, à Genève.

UN RICHE PROGRAMME QUI CÉLÈBRE LA LIBERTÉ... AU FÉMININ

Cette édition a présenté une cinquantaine de films dont 23 réalisés par des femmes et 27 par des hommes. Plus de quarante invités ont pris part à cette nouvelle cuvée. Les divers débats, échanges, prestations artistiques, rencontres ou encore des projections pédagogiques ont également eu lieu et contribué à nouer des liens, à réduire les distances et à approfondir la thématique de la Liberté... au féminin. De leur côté, les trois jurys ont souligné la qualité, l'originalité et la pertinence des films présentés. En effet, les sujets abordés, tantôt dramatiques, tantôt poétiques, montrent la diversité de la production cinématographique des pays d'Orient et rappellent la nécessité de ne pas oublier certains drames, comme ceux qui frappent les Yazidis, voilés par l'actualité brûlante. Suite à cela, ils ont dévoilé leurs choix respectifs.

Meriem Djouder

JM-ORAN 2022 (CÉRÉMONIE D'OUVERTURE)

Le prix du billet d'entrée fixé à 100 DA

Le prix du billet pour assister à la cérémonie d'ouverture de la 19e édition des Jeux Méditerranéens, prévue samedi au complexe sportif olympique d'Oran, a été fixé à 100 DA, a annoncé, avant-hier le comité d'organisation, dans un communiqué. " En application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, il a été décidé de permettre au public d'acheter des billets d'entrée au Complexe Sportif Olympique d'Oran pour assister à la cérémonie d'ouverture officielle de la dix-neuvième édition des Jeux Méditerranéens d'Oran, le samedi 25 juin 2022, au prix symbolique de 100 DA", a indiqué le communiqué. "A cet effet, les plateformes numériques oran2022.dz et <https://tadkirati.mjs.gov.dz>, seront ouvertes aux réservations à 21h00", a ajouté la même source. Pour rappel, pas moins de 32.000 billets d'accès à la cérémonie



d'ouverture de la 19e édition des Jeux méditerranéens, ont été mis en vente, via le site web du Comité d'organisation de l'évènement.

La même opération sera reconduite à l'occasion de la cérémonie de clôture, le 6 juillet prochain, ainsi que pour les épreuves des 24 disciplines programmées lors des JM, sauf que pour ces dernières, les billets seront cédés en ligne à titre gratuit. Le commissaire des JM,

Mohamed Aziz Derouaz, avait annoncé, il y a quelques jours, l'adoption du système de vente en ligne des billets de la messe méditerranéenne, une opération intervenant après une première du genre, organisée par le ministère de la Jeunesse et des Sports, lors du match de football Algérie-Ouganda, le 4 juin dernier, au stade du 5-Juillet, dans le cadre des éliminatoires de la CAN, rappelle-t-on.

R.C.

LA VACCINATION, UNE PROTECTION POUR TOUS
Préservez votre vie et celle de votre famille

L'EXPRESS
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION - MARDI 14 OCTOBRE 2021 - N° 108 - PRIX 20 DA Directeur de la publication : ZAHIR MEHMOUDI

ON NE PEUT PAS METTRE SUR UN MÊME PIED D'ÉGALITÉ L'AGRESSEUR ET L'AGRESSÉ
Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc
L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères
L'affaire des 7000 migrants algériens : Les chiffres de la France, un grand mensonge

LE PROCÈS REPREND : HOUDA FERAOUN RATTRAPÉE PAR LE PROJET DE 1 MILLION DE LIGNES FTTH
30 millions de dollars de préjudice causé au Trésor public

LA CHUTE DE FACEBOOK N'EST PLUS QU'UNE QUESTION DE TEMPS
LE PREMIER MINISTRE BENMEURTELJANNE REÇU PAR LE PRÉSIDENT DE SCHIRI
L'Algérie n'a pas ménagé ses efforts pour renforcer le Mouvement des non-alignés

L'EDITORIAL DE L'EXPRESS : Les adeptes du désordre toujours en action !
CORONAVIRUS : 55 CAS ET 2 DÉCÈS
Sous la barre symbolique et rassurante des 100 contaminations

Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook : **L'EXPRESSDZ**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**WILAYA DE DJELFA
DAIRA DE CHAREF
COMMUNE DE CHAREF**

**Avis d'appel d'offres ouvert
N°:04/2022**

NIF 095917269069903

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Charef lance l'avis d'appel d'offres ouvert N°:04/2022
Relatif à: **Acquisition matériel pour le parc de la commune**
Lot N°01: Acquisition (CAMION BENNE 7 T)
Lot N°02: Acquisition (CAMION BENNE TASSEUSE 12 M³)

Les Entreprises autorisées à soumissionner doivent remplir les conditions citées ci-dessous

- Seules Les entreprises ayant un agrément aux fournitures de cahier des charges intéressés par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges auprès du (bureau de marché à la commune) contre un paiement de la somme de 6.000.00 DA/cahier auprès de trésorier de la commune de charef contre un reçu de paiement non retournable
- La date limite de préparation des offres est fixée à 15 jours, à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.
- Les offres doivent être adressées à monsieur le président de l'APC de Charef dans Un enveloppe principale fermée anonyme ne devant contenir que la mention :

A: Monsieur le P. APC CAREF
Avis d'appel d'offres ouvert N°:04/2022
Opération : **Acquisition matériel pour le parc de la commune**
Lot N°.....

-à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres-

Cette enveloppe principale doit contenir 03 autres enveloppes (A) et (B) et (C)

***) Enveloppe A- contenir Le Dossier de candidature .Et contenant les pièces suivantes :**

- Le reçu de paiement du cahier des charges
- Déclaration de candidature dûment rempli, signée.
- Déclaration de probité dûment rempli, signée.
- Copie de registre de commerce légalisé par les services CNRC
- Copie du statut pour les sociétés
- Copie de l'agrément en cours de validité
- Copie de l'extrait de rôle en cours de validité
- L'attestation de mise à jour CNAS, CASNOS, en cours de validité
- Copie de la Carte d'immatriculation fiscale
- Copie de C20 en cours de validité
- Certificat de dépôt légal des comptes sociaux pour les sociétés

***) Enveloppe B- contenir Offre technique Et contenant les pièces suivantes :**

- Déclaration à souscrire dûment rempli, signée.
- Le cahier des charges rempli, signée et datée portant à la dernière page la mention manuscrite (lu et accepté)
- Engagement écrit de livrer du matériel de bon qualité attaché avec photos et fiche technique
- Engagement écrit lié se rapporte au service après-vente
- Mémoire Technique justificatif dûment rempli, signée

***) Enveloppe C- contenir l'Offre Financière**

- Lettre de Soumission dûment rempli, signée et datée
- Bordereaux des prix unitaires dûment rempli, signée et datée
- Devis quantitatifs et estimatif dûment rempli, signée et datée

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 105 jours, à compte de la date limite de dépôt des offres.

La date limitée de dépôt des offres est fixée au dernier jour de cette avis de 08 h00 à 14h00 au (bureau de marché à la commune), et l'ouverture des plis à 14h.15 du même jour au siège de l'APC

Cet avis est considéré comme convocation des soumissionnaires pour la présence à l'ouverture des plis Au cas où ce jour coïncide avec un jour férié, le dépôt aura lieu le jour ouvrable qui suit

L'EXPRESS DU 21/06/2022 **ANEP : N° 2216012046**

L'EXPRESSDZ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**DIRECTION DE L'EDUCATION DE LA WILAYA D'AIN-DEFLA
RUE 24 FEVRIER AIN DEFLA
N.I.F :099044019079508**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 05/D.E/2022
(Après Infructuosité)**

La direction de l'éducation de la wilaya de Ain-Defla lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour :

Renouvellement Des Equipements Scolaires Au Profit Du Cycle Primaire

Le présent avis d'appel d'offres national ouvert est lancé en un (01) lot comme suit :

Lot n° 05 :Renouvellement Equipement Tables Et Chaises Cantine (Destiné aux micro entreprises)

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- **Capacités techniques :**
Lot n° 05 :Renouvellement Equipement Tables Et Chaises Cantine (Destiné aux micro entreprises)
- **Capacités financières :**
Lot n° 05 :Renouvellement Equipement Tables Et Chaises Cantine (Destiné aux micro entreprises)

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges de la direction de l'éducation à l'adresse suivante: rue 24 février AIN DEFLA à titre gratuit.

Les offres doivent comporter :
A : DOSSIER DE CANDIDATURE
B : OFFRE TECHNIQUE
C : OFFRE FINANCIERE

Le dossier de candidature, L'offre technique et l'offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées, fermées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention-dossier de candidature -technique- ou -financier- selon le cas. Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention-

A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 05/D.E/2022 (Après Infructuosité)

Renouvellement Des Equipements Scolaires Au Profit Du Cycle Primaire
Lot (s):.....

adressée à **Monsieur le directeur de l'éducation rue 24 février Aïn-Defla**

- La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse.
- Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Le dépôt des offres est fixée au plus tard à 12h00
- Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis techniques et financiers qui aura lieu à 12 h 00 au siège de la Direction de l'éducation
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres prorogée de 90 jours à compter de la date de dépôt des offres.

L'EXPRESS DU 21/06/2022 **ANEP : N° 2216011972**

À VENDRE

Appartement de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait
Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271

L'EXPRESSDZ

Suivez-nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook :

L'EXPRESS

LÉGISLATIVES EN FRANCE

Emmanuel Macron va-t-il devoir amender son programme économique?

Faute de majorité absolue à l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron risque d'avoir toutes les difficultés du monde à obtenir les voix nécessaires pour son programme. Mais les réformes économiques ne sont pas forcément menacées.

Par **Thomas Leroy**
avec **Thomas Saspertas**

Cette fois, la situation se complique sérieusement pour Emmanuel Macron. Fort d'une majorité très relative à l'Assemblée nationale (247 députés pour la majorité, loin des 289 sièges de la majorité absolue), le président de la République se retrouve coincé entre une coalition de gauche très hostile, et une droite LR qui refuse toute alliance globale. Sans compter le poids très important du Rassemblement national. Au mieux, le gouvernement va donc devoir revoir sa copie pour espérer passer ses textes au Parle-

ment, principalement pour obtenir les voix des Républicains, seuls potentiels alliés de circonstance. Pour autant, les réformes économiques peuvent encore être sauvées.

LA POUDRIÈRE DES RETRAITES

A commencer par la réforme des retraites. Sur le fond, les LR sont d'accord sur le décalage de l'âge du départ à la retraite. Valérie Pécresse l'avait d'ailleurs proposé pendant la campagne présidentielle et Emmanuel Macron, en négociant sur certains points, pourrait obtenir les voix nécessaires pour sa réforme. En revanche, les nouvelles forces en présence (Nupes et RN), coupées à l'hostilité des syndicats, pourraient bien transformer cette promesse électorale en poudre. Là où le gouvernement devrait aussi obtenir l'aval de la droite, c'est sur la rigueur budgétaire ou plutôt la "maîtrise des comptes publics" comme l'a encore rappelé le mois dernier Bruno Le Maire. Marotte des Républicains, elle pourrait même être au cœur de ce nouveau quinquennat. La hausse des taux de la Banque centrale européenne allait, de toute manière, contenir les envies dépensières de la majorité.



DÉBATS TECHNIQUES

Sur un sujet plus technique, un débat sera lancé sur la baisse des impôts de production.

Là encore, la droite y est favorable mais Valérie Pécresse souhaitait supprimer la C3S (un

impôt perçu par l'Etat) quand LREM voulait en finir avec la CVAE (qui revient aux communes et métropoles). Après la disparition de la taxe d'habitation, les LR – qui possèdent encore beaucoup d'élus locaux –

entendent faire plier le gouvernement.

Quant au sujet de l'emploi, la majeure partie des grandes réformes ont été adoptées lors du quinquennat précédent.

BFM Business

Le PAM doit rationner l'aide aux réfugiés en Afrique faute de financements

Le Programme alimentaire mondial (PAM) réclame 426 millions de dollars pour pouvoir répondre aux besoins des réfugiés, a-t-il annoncé dimanche 19 juin, alors qu'on célèbre lundi 20 juin la journée mondiale des réfugiés. Par manque de financements, l'organisation humanitaire a indiqué avoir déjà commencé à réduire l'aide distribuée en Afrique, ce qui risque d'aller en s'aggravant.

Les trois quarts des réfugiés soutenus par le PAM en Afrique de l'Est ont vu leurs rations réduites de moitié. Les plus touchés par cette baisse drastique des aides sont situés en Éthiopie, au Kenya, au Soudan du Sud et en Ouganda. En Afrique de l'Ouest, la perturbation des aides est imminente, a expliqué le PAM. Sans donner de chiffre exact, David Beasley, directeur exécutif de l'agence onusienne, a

annoncé une réduction « significative » des rations. Les réfugiés burkinabais, nigériens, mauritaniens ou encore maliens seront notamment concernés. Pour David Beasley, ces décisions sont déchirantes : « Les réfugiés dépendent de nous pour leur survie, a-t-il déclaré, mais les ressources disponibles ne peuvent pas suivre la demande croissante de nourriture dans le monde. »

En effet, la guerre en Ukraine a aggravé la crise mondiale en créant 6 millions de réfugiés supplémentaires, mais aussi en faisant grimper les prix des produits de base, en particulier les céréales. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres estime, pour sa part, que la guerre pourrait « faire basculer des dizaines de millions de personnes dans l'insécurité alimentaire ».

RFI

COLOMBIE

Victoire historique de Gustavo Petro, premier président de gauche de l'histoire du pays

Par **Marie Delcas**

L'ex-guérillero Gustavo Petro a obtenu 50,44 % des voix au second tour de la présidentielle, dimanche, face à l'indépendant Rodolfo Hernandez. Pour la première fois de toute son histoire, la Colombie a élu dimanche 19 juin un président de gauche. Gustavo Petro, 62 ans, a remporté le second tour du scrutin, avec 50,44 % des voix. Son adversaire, le riche homme d'affaires et candidat indépendant Rodolfo Hernandez, en a recueilli 47,31 %, selon les résultats provisoires annoncés dans la soirée. La participation a été de 58 %, un record depuis 1997. Si la victoire de M. Petro est historique, celle de sa vice-présidente Francia Marquez, une afro-descendante, féministe et écologiste, ne l'est pas moins. M. Gustavo Petro succédera à Ivan Duque le 7 août. A la tête d'une coalition dite Pacte his-

torique, Gustavo Petro était candidat pour la troisième fois. Economiste de formation, il a appartenu dans sa jeunesse à la petite guérilla urbaine du M-19, qui a déposé les armes en 1990. Gustavo Petro a été depuis député, sénateur, maire de Bogota et de nouveau sénateur. Tout au long de la campagne présidentielle, la droite – qui a rallié M. Rodolfo pour le second tour – n'a pas manqué de rappeler le passé guérillero de M. Petro. « Le gouvernement qui entrera en fonction le 7 août sera celui de la vie, de la paix, de la justice sociale et de la justice environnementale », a lancé M. Petro, dimanche soir, sur la scène du Movistar, une grande salle de spectacle de Bogota, devant ses partisans en liesse. Le futur chef de l'Etat était entouré de ses proches, de la future vice-présidente et de nombreuses militantes.

« RÉCONCILIER CETTE NATION »

Sur Twitter, Francia Marquez a dédié sa victoire « aux anciens, aux femmes, aux jeunes, aux personnes LGBTIQ+, aux indigènes, aux paysans, aux victimes, à [s]on peuple noir, à ceux qui ont résisté, à ceux qui ne sont plus là, à toute la Colombie ».

Au micro, elle s'est félicitée de l'arrivée « d'un gouvernement du peuple, un gouvernement des gens qui vont à pied, un gouvernement pour ceux qui ne sont rien ».

Et de conclure, « ensemble, nous allons réconcilier cette nation, dans la joie et la paix ».

« Il n'y aura que respect et dialogue », a promis M. Petro, qui, dès avant son élection, avait appelé de ses vœux un grand accord national pour tirer le pays de la crise et consolider la paix. Il avait reçu entre les deux tours le sou-

tien de plusieurs personnalités centristes, qui défendent l'accord de paix signé en 2016 avec la guérilla marxiste des FARC et sabordé en partie par le gouvernement d'Ivan Duque.

« Les partisans de Rodolfo Hernandez pourront venir dialoguer avec nous quand ils veulent, a insisté M. Petro. L'opposition, quelle qu'elle soit, sera toujours la bienvenue. »

Le président élu, qui a promis de faire de la Colombie « une puissance de vie, en tête de la lutte contre le changement climatique », a également tenté de tranquilliser les chefs d'entreprise : « Nous allons développer le capitalisme. Non que le système nous plaise, mais parce que nous devons sortir du féodalisme et entrer dans la modernité. » Son discours conciliant n'a pas convaincu tous ses adversaires.

Le Monde

1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement

- 1- Ce qui est autour. 2- On en perd la tête.
- 3- Pressa - Idiot. 4- Parasite - Pli.
- 5- Feuilletées - Pronom - Cognait sur les esclaves.
- 6- Sorties des urnes - Nota bene.
- 7- Métro parisien - Paresseux - Période.
- 8- Contracté - Manières de se mouvoir.
- 9- D'un pays d'Asie. 10- Indispensables.

Verticalement

- 1- Plantation. 2- Galets de courroie.
- 3- Sévérité - Champion. 4- Labiée - Direction - Baudet.
- 5- Voilier multicoque - Contient du sel.
- 6- Pour appeler - Bas de gamme - Hameau.
- 7- Humidité de bord de mer - Sans motifs.
- 8- Vrai - Leurré. 9- Entre les paragraphes - Pas virtuel. 10- Ecimages.

4x4 Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Vénnalité Venalité Vénalité Vénallité	Dammoclès Damaucès Damoclès Damoclès
Gabbegie Gabegie Gabégie GUabegie	Gaillar Guillard Gaillard Gailliard

VENDEUSE DE CUIRS DECHIRE	CÉRÉBRALE DÉMONSTRATIF	DÉSERT CAILLOUTEUX ÉPROUVE	SE POSER EN AVION	TENSION NERVEUSE	AUROCHS DÉTIENDRA	PASSÉ À UN AUTRE ÉTAT
			FUTUR GRENOUILLE POSSEDES			
TRAITRE PISTOLETS				MOUVEMENT DE FOULE POURRIS		
			PLANTER			COURSE À PIED
PRESQUE ELLE RECROUVRE LE TOIT				VITRAIL D'ÉGLISE COIFFURE EN INDE		
			SÉLECTIONS ALIMENTS			NATIONALE IL UTILISE UN PINCEAU
GRANDE ÉCOLE	RECROUVRES SOUTIENS AVEC CERTITUDE				PARASITE EN TÊTE PETIT HOMME	
		RÉCIPIENTS À PÂTE TERME DE CONDITION				ÉTERNEL
CONIFÈRES BRAVERAI AVEC PROVOCATION		NOTA BENE ÔTE LA PEAU D'UN LÉGUME		PRIS EN MAIN BUT ÉLEVÉ		
				DANS LE COUP EXASPÉRÉ		GÉNISSE MYTHOLOGIQUE
RIGOLÉ ROND		BIJOU AU COU DURILLON				
				ANCIEN MAMMI-FÈRES SOUTERRAINS	MONARQUE DÉTESTÉ	
EMPLOYÉ DE NOTAIRE	ORNEMENT PILEUX AVOIR UN ÉCLAT					EN PREMIER LIEU
			RISQUE D'INCIDENTS RIVAL DU DOLLAR			RAPPORT EN MATHS OFFRE BOURSIÈRE
COUTUMES APRÈS RÉ		MOT D'HÉSITATION FLEUVE D'ITALIE		COUTURIER FRANÇAIS FATIGUÉ		AUTOBUS
	ENSEMBLE DE CITOYEN C'EST LUI				SOMMET POINTU ARTICLE MASCULIN	
VILLE DU BRÉSIL ASSAISONNEMENT			ROUE DE POULIE		RUMINANT DES ANDES	
			ROUÉE DE COUPS			IL CONNUT SA RUÉE

BIFFE-TOUT

EN 9 LETTRES :
Maître incontesté du suspens

ADOPTION	DENTIFRICE	PÂMOISON
APPARAÎTRE	DÉPANNAGE	PARTICIPE
AVANT	DESTINÉ	PLANÈTE
AINÉE	DEVANT	PROCHAIN
BLASTOPORE	EGLANTINE	PROLÉTAIRE
BOUCHONNÉ	ELECTRON	RECLUS
BOUDIN	ERGASTULE	RELATIF
BRACONNAGE	FATRAS	ROUGIR
CAMÉLÉON	FAVEUR	SUCCÈS
CAQUETAGE	FIBROSCOPE	SURDITÉ
CARNET	FLOUER	TAPIS
CÉMENT	INFANTILE	TRUCIDER
CHANCEUSE	INQUIÉTUDE	TZARINE
CHÉRUBIN	INVASION	VAISSEAU
CODEUR	ISOTOPE	VOCATION
CONFIDENCE	MITAINE	VOGUER
CYCLAMEN	MONUMENT	
DÉLIER	NONNE	

F	I	B	R	O	S	C	O	P	E	E	R	I	A	T	E	L	O	R	P
P	I	N	F	A	N	T	I	L	E	C	H	A	N	C	E	U	S	E	E
A	P	P	H	T	A	V	R	C	N	T	I	R	R	O	M	I	C	T	N
R	A	T	R	P	Z	U	O	O	N	N	E	O	I	N	Y	C	R	N	
T	M	B	I	O	E	A	I	G	Q	N	C	E	T	U	C	N	F	U	O
I	O	S	O	D	C	S	R	U	U	L	F	A	M	L	G	I	E	C	H
C	I	F	O	U	A	H	I	I	U	E	I	I	A	U	T	I	C	I	C
I	S	C	L	V	D	E	A	S	N	N	R	M	D	A	N	E	R	D	U
P	O	E	N	O	T	I	S	I	E	E	E	R	L	E	M	O	E	E	O
E	N	I	C	U	U	E	N	E	N	N	D	E	U	E	N	G	M	R	B
E	E	U	D	I	C	E	T	H	N	C	R	E	N	E	A	C	N	N	E
L	L	E	A	C	R	I	R	O	E	E	H	T	S	N	V	O	E	O	G
U	E	G	U	E	D	F	E	R	T	P	T	E	N	T	I	A	S	I	L
T	C	S	I	R	S	L	I	E	E	N	O	O	T	B	A	E	C	T	A
G	O	C	A	N	L	E	E	A	R	E	D	E	A	S	V	I	O	O	I
R	N	C	C	P	E	D	R	B	V	A	D	F	D	A	I	K	N	V	N
E	C	A	Q	U	E	T	A	G	E	E	G	A	N	N	A	P	E	D	E
B	L	A	S	T	O	P	O	R	E	A	P	P	A	R	A	I	T	R	E

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALLEMENT
MANUCURE - HUME - DEMOLITION - DEMENES- RUINE - TORTS - MA - TER - ET - OR - PAIN - TV - ESTOMAC - OPTE - USUEL - COASSER - GRELONS - AS - REG - RAT - EAU - TALAVIV - IMBU - PORE - ALIENESES - FEUILLET - STE - IF - RN - ERES - AA - ECRIT - GROG - ORVET - TENIAS - EIRE - URGEA - RIA - AILEES - SU.

VERTICALEMENT
CADETTES - ETOFFERAI - NEMO - SUGGERE - CV - NUMEROTER - LEURREE - CONTROLE - RA - INITIA - MULES - LAVAL - RI - RIS - PACOTILLE - TEL - CET - MAÇON - VIERGE - IRAI - ASE - ETERNUE - CHOU - NOS - AIN - SOIRS - UNIT - PSAUMES - GAG - AM - NETTES - BETA - SES - ENERVER - MUSEAU - AU.

MOTS CROISES

HORIZONTALLEMENT
1- SECTIONNER. 2- OCRANT - IRA. 3- LOI - CEDEES. 4- IPECA - EN. 5- LEUR - ACTER. 6- RIFLE - TA. 7- QI - MIELLES. 8- UNTEL - AIT. 9- EDO - LAITEE. 10- RECHE - TEST.

VERTICALEMENT
1- SOLILOQUER. 2- ECOPE - INDE. 3- CRIEUR - TOC. 4- TA - CRIME. 5- INCA - FILLE. 6- OTE - ALE. 7- DECELAIT. 8- NIEN - LITE. 9- ERE - ETETES. 10- RASERAS - ET.

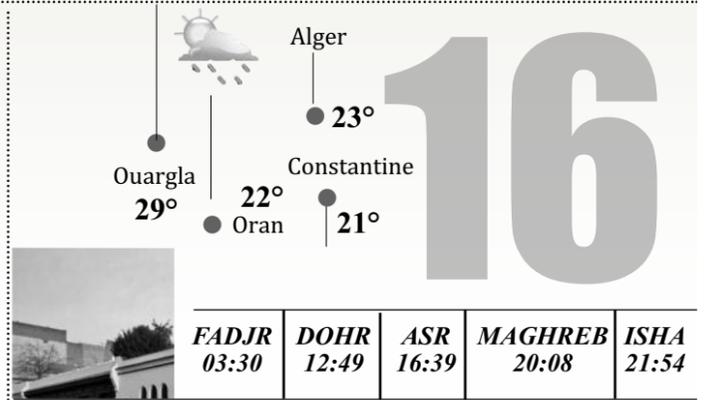
4x4 Hermaphrodite - Halètement
Krypton - Légionnaire

BIFFE-TOUT : MANSOURAH

10 CAS CONFIRMÉS

Dix (10) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 06 guérisons et aucun décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier lundi le ministère de la Santé.

Selon la même source, le total des cas confirmés en Algérie s'élève à 265.985 cas.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 21 JUIN 2022 // N°330 // PRIX 20 DA

PRÈS DE 30 ANS DE SERVICE SANS TITULARISATION

Le calvaire des contractuels de l'université de Béjaïa

Des centaines d'employés de l'université de Béjaïa travaillent dans des conditions précaires, notamment les agents contractuels.

Par Idir M.

En effet, plus de 100 personnes ne bénéficient d'aucun statut ni d'avantages ni de nomination. Pis, ils travaillent dans des conditions difficiles, voire désastreuses, et pourtant ils accomplissent leurs tâches comme il se doit.

Dans les pays développés, lutter contre la précarité, notamment dans le milieu du travail, les gouvernements et les différentes institutions élaborent des stratégies afin d'assurer des emplois permanents, l'intégration des agents contractuels ainsi que l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles. Hélas, chez nous, des milliers de travailleurs exercent leurs fonctions dans la misère, et encore avec des contrats à durée déterminée et indéterminée avec des salaires dérisoires, voire misérables qui ne leur permettent pas de vivre dignement, surtout avec la dévaluation de dinar, la dégradation du pouvoir d'achat, le changement de mode de consommation. Cette situation est le fait d'une contractualisation adoptée comme alternative par les responsables de la Fonction publique durant les dernières décennies. Quoique le CDI n'est qu'un programme "dégagé", pour assurer soi-disant un emploi durable, particulièrement pour ceux qui travaillent dans la Fonction publique et qui ne bénéficient nullement d'un statut particulier.

Ces dernières années, plusieurs appels de syndicats ont été lancés pour la réintégration des contractuels, entre autres le SNAPAP (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique) qui demande la régularisation de tous les contractuels au niveau de la Fonction publique. Mais la question qui se pose aujourd'hui, c'est de savoir quand est-ce qu'il y aura une véritable



prise en charge de toutes ces doléances et revendications? Hafid Akrou, secrétaire général de la section syndicale de l'université de Béjaïa, nous explique: "Nous préparons un courrier pour le recteur et notre tutelle, afin de prendre au sérieux toutes les revendications des travailleurs, notamment la régularisation des contractuels". Et d'ajouter: "Il existe des agents qui s'apprêtent à sortir en retraite, et en tant que contractuels" conclut-il.

Des centaines de grèves et de protestations sont organisées un peu partout dans le pays, pour exiger la régularisation et la titularisation des contractuels, sachant qu'avant 2008 et suite à un courrier émanant de la Direction de la Fonction publique adressé aux différentes administrations publiques, sur la régularisation de tous les vacataires. Selon cette correspondance, certains postes vont disparaître de la nomenclature de recrutement, comme les ouvriers professionnels (OP) et les gardiens.

Ammar, un contractuel que nous avons rencontré, nous dira: "Je suis ici depuis plus de 28 ans, et je suis toujours contractuel, sachant, ajoute-il, qu'il y a des personnes qui ont été recrutées après moi et qui ont été titularisées, ce qui est injuste", s'est-il indigné. Il est plus qu'urgent que les

pouvoirs publics prennent au sérieux ce dossier, particulièrement du fait de l'effondrement du pouvoir d'achat, notamment ces deux dernières années où le monde et l'Algérie ont été touchés par la pandémie du COVID19. Des milliers de familles, voire des millions sont touchés d'une manière ou d'une autre par les «conséquences de l'épidémie», et exigent aujourd'hui plus de mesures de soutien du pouvoir d'achat, malgré les efforts des pouvoirs publics, quant à certaines augmentations, allègement de l'IRG et augmentation du point indiciaire. En dépit de cette sage décision, ces mesures restent insuffisantes pour les syndicats, qui exigent plus d'augmentation des salaires et de considération vis-à-vis des travailleurs sous contrat.

AIR ALGÉRIE ANNONCE L'OUVERTURE DES VENTES DES VOLS ORAN-LE CAIRE

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé hier dans un communiqué publié sur sa page Facebook, l'ouverture immédiate des ventes des vols

LE PRÉSIDENT DE L'APN REÇOIT L'AMBASSADEUR D'UKRAINE EN ALGÉRIE

Le président de l'Assemblée populaire nationale, M. Ibrahim Boughali a reçu hier, l'ambassadeur d'Ukraine en Algérie, Maxim Sobh, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie, a indiqué un communiqué de la Chambre basse du Parlement.

"L'ambassadeur ukrainien a salué les efforts permanents de l'Algé-

rie pour l'instauration de la paix dans le monde, des efforts émanant de ses positions fermes fondées sur le respect et la coopération entre les peuples et les pays", a précisé la même source. Sobh a en outre remercié l'Algérie, "Gouvernement et peuple, pour le bon accueil et le cadre de travail agréable durant les quatre années qu'il

a passées en Algérie". De son côté, Boughali a remercié son hôte pour le geste louable et la visite chaleureuse, et lui a exprimé "la disposition de l'APN de coopérer avec tous les parlementaires dans le cadre de la diplomatie parlementaire et des groupes d'amitié pour rapprocher les vues entre les pays et les peuples", conclut le communiqué.

JM/CIJM

AMEL MELIH ET SID ALI BOUDINA À LA COMMISSION DES ATHLÈTES

Les athlètes algériens Amel Melih (natation) et Sid Ali Boudina (aviron) sont candidats à la Commission des athlètes du Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM), a annoncé lundi le Comité olympique et sportif algérien (COA). Les élections de la Commission des athlètes auront lieu à l'occasion des Joutes d'Oran.

Conformément au règlement de la commission,

quatre athlètes --deux hommes et deux dames-- seront élus afin d'assurer l'équilibre entre les deux genres. Leur rôle consistera à défendre les intérêts des athlètes et à faire le lien entre les athlètes et le CIJM.

Le rameur algérien brigue également un poste de membre au sein de la commission d'athlètes de la World Rowing, lors des élections qui auront lieu en marge des

prochains championnats du monde d'aviron, prévus en République tchèque, a indiqué la Fédération algérienne des Sociétés d'aviron et de canoë kayak (FASACK). Pour rappel, le boxeur algérien Mohamed Flassi avait été élu membre de cette commission lors de la précédente édition des Jeux méditerranéens, disputée à Tarragone (Espagne) en juin 2018.

Aps

AMÉNAGEMENT DU CIRCUIT DE COURSE CYCLISTE EN VUE DES JM-2022: AÏN TEMOUCHENT SE PRÉPARE BIEN

I./Aps

Un circuit consacré à la course cycliste des Jeux Méditerranéens Oran-2022, traversant la wilaya d'Aïn Temouchent, a fait l'objet de travaux d'aménagement, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Dans le cadre des préparatifs de la 19e édition des JM Oran2022, une commission de wilaya a été installée et chargée d'inspecter le parcours de la course cycliste traversant le territoire de la wilaya et de veiller à son aménagement pour être au niveau de cet événement sportif international, a expli-

qué à l'APS le wali d'Aïn Temouchent, M'hamed Moumene. Le responsable a affirmé que le parcours, qui traverse cinq communes, est prêt pour la compétition, rappelant qu'il (le parcours) était une des étapes du tour international d'Algérie, organisé en mai dernier. Des instructions ont été données aux présidents des APC concernées pour procéder à l'embellissement du périmètre du parcours et à l'installation des panneaux pour présenter et promouvoir les monuments et sites touristiques et historiques de chaque collectivité locale.

Oran-Le Caire-Oran. « Conformément aux décisions des autorités relatives au renforcement du programme des vols internationaux et à l'occasion des Jeux méditerranéens, Air Algérie a le plaisir de vous annoncer l'ouverture immédiate des ventes des vols : Oran-Le Caire-Oran: quotidien jusqu'au 12 Juillet 2022 », a précisé le

même communiqué.

RECONNU COUPABLE DE FRAUDE FISCALE SAMUEL ETO'O ÉCOPE DE 22 MOIS DE PRISON

L'ancien joueur du Barça, et actuel président de la Fédération camerounaise de foot-

ball, Samuel Eto'o, « a été condamné à 22 mois de prison pour avoir caché 3,8 millions d'euros au fisc espagnol entre 2006 et 2009 », rapportent plusieurs médias. Il a été « reconnu coupable d'avoir caché 3,8 millions d'euros entre 2006 et 2009 au Trésor public espagnol lorsqu'il évoluait au FC Barcelone ».